

## 1mprecor



correspondance de presse internationale

n· 29 \_\_\_\_ 19 juin 1975 \_\_

## • sommaire

| EDITORIAL  |    |
|--|----|
| Argentine: Solidarité avec les victimes de la répression!          | 32 |
|  |    |
| ESPAGNE  |    |
| L'agonie du franquisme   | 3  |
| Appel pour la grève du 11 juin                                     | 4  |
| L'agonie du franquisme et les tâches de la révolution espagnole    |    |
| - Résolution du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale      | 6  |
| Pour le boycottage des élections syndicales!                       | 16 |
| PORTUGAL   |    |
| La situation pré-révolutionnaire mûrit — Résolution du Secrétariat |    |
| Unifié de la IVème Internationale                                  | 18 |
| LIBAN  |    |
| La chute du gouvernement militaire — S. Jaber                      | 29 |

INPRECOR 76 rue Antoine Dansaert - Bruxelles 1000/Belgique Correspondance de presse internationale -- Organe bi-mensuel d'information du Secrétariat Unifié de la IVème Internationale -- Les articles signés ne représentent pas obligatoirement le point de vue de la rédaction.

ABONNEMENTS: 1 an -- 25 exemplaires: FF 70; FS 45; FB 600; \$ can 14 Ces prix n'incluent pas les frais d'expédition par avion outre-mer. Pour les USA et le Canada, par avion: \$ 24 par an \* Pour les autres pays s'adresser à la rédaction
Pour tout règlement (sauf la France): Gisela Scholtz, Société Générale de Banque, Agence Dailly 1030 - Bruxelles - Compte Courant N° 210-0320173-28 POUR LA FRANCE: libeller les chèques au nom de Pascal Henri et les faire

parvenir à l'adresse suivante : S. I. E., 10 Impasse Guéménée, 75004 PARIS

## l'agonie du franquisme

L'état d'exception imposé par le franquisme en Euskadi (le Pays Basque) n'a pas pu empêcher la montée du mouvement de masse. En dépit des centaines d'arrestations, de la torture, des ve-xations, du quadrillage, et des attentats terroristes des bandes des polices parallèles d'extrême - droite, des dizaines de milliers de travailleurs on fait grève le 11 juin, en répondant à l'appel des commissions ouvrières, des groupes d'extrême-gauche, et des autres organisations politiques. Actuellement, on ne dispose que de renseignements très fragmentaires sur la grève générale. Mais les premiers comptes-rendus signalent que la grève a été suivie par plus de 50.000 travailleurs dans la province de Guipúzcoa et par plus de 20.000 en Biscaye. Dans quelques villes (Eibar), la grève a été pratiquement générale. Des assemblées générales ont eu lieu dans plusieurs usines.

La grève a eu lieu six jours après le procès contre Ignacio Garmendia et quatre de ses camarades, militants basques que le régime franquiste a voulu assassiner. Le procureur avait demandé la peine de mort pour Garmendia. Mais dans le contexte de la montée du mouvement de masse, dont une des revendications principales est la libération de Garmendia et ses camarades, la dictature a été obligée de reculer. Le 6 juin, le bureau du commandement militaire de Burgos annonça que Garmendia avait été condamné à 23 ans de prison ferme; les quatres autres avaient été condamné à des peines de 6 à 23 ans. C'est déjà un debut de victoire. Le dictature avait voulu la mort de Garmendia; mais le mouvement de masse a arrêté la main du bourreau.

Mais l'état d'exception reste en vigueur. D'autres procès sont envisagés, notamment contre Eva Forest et Durán, pour qui la dictature demande la peine de mort. Ces procès pourraient avoir lieu avant la fin de juin. Les procès, combinés avec l'état d'exception, constituent une épreuve de force entre la dictature et le mouvement de masse.

Si la terreur actuellement imposée en Euskadi demeure incapable d'écraser le mouvement de masse, et si la grève générale du 11 juin se transforme en un tremplin pour un nouveau bond en avant du mouvement de masse, la bourgeoisie espagnole pourrait bien mettre en marche son opération de "succession", en remplaçant le dictateur afin de dévier et canaliser le mouvement de masse. Mais la crise du régime franquiste et du capitalisme espagnol est tellement profonde, qu'on peut dire avec certitude que toute tentative de préserver le franquisme sans Franco, ou de faire reculer le mouvement révolutionnaire en accordant que lques concessions est condamnée à l'échec. L'opération de succession ne fera que donner une nouvelle impulsion au mouvement de masse.

Dans ce contexte, l'organisation de la solidarité internationale avec le mouvement révolutionnaire dans l'Etat espagnol est une tâche primordiale de tout le mouvement ouvrier international et surtout de son avant-garde. L'éclatement de la révolution dans l'Etat espagnol combiné avec la maturation d'une situation prérévolutionnaire au Portugal, entraînera d'importantes répercus sions sur toute l'Europe capitaliste et même au-delà de cette région.

Nous publions dans ce numéro d'INPRECOR trois textes sur le mouvement révolutionnaire en Espagne: l'appel lancé par la Coordonnatrice d'Euskadi des Commissions ouvrières pour la grève générale du 11 juin; la résolution du Sécrétariat Unifié de la IVème Internationale sur la crise du franquisme et le programme de la IVème Internationale en Espagne; la déclaration conjointe des camarades de la LCR/ETA-VI et la LC (organisations sympathisantes de la IVème Internationale) sur les "élections syndicales" organisées par la dictature.

Les numéros d'INPRECOR à venir donneront des informations supplémentaires sur la grève générale du 11 juin et sur l'évolution de la lutte pour le renversement de la dictature franquiste, première salve de la troisième révolution espagnole de ce siécle.

15 juin 1975



# APPEL POUR LA GREVE DU 11 JUIN

Le manifeste que nous publions ici fut élaboré par la Coordonnatrice d'Euskadi des Commissions Ouvrières.

Cette Coordonnatrice fut mise en place le 20 avril à partir de coordonnations provinciales des Commissions ouvrières en Navarre et Guipuzcoa.

La constitution de la Coordonnatrice d'Euskadi des Commissions ouvrières est le résultat d'un long processus, dans lequel l'appel à la grève générale du 11 décembre fut un moment décisif.

Les staliniens tentèrent de faire obstruction à cette unification et coordination des Commissions ouvrières; c'est ainsi que la Comision Obrera Nacional de Euskadi (CONE) ne facilita pas le procès d'unification. Néanmoins, la Coordonnatrice d'Euskadi des Commissions ouvrières mèneune bataille politique correcte pour unifier l'ensemble des CC.OO., sans exclusive et pour assurer un fonctionnement démocratique de cette or gane de centralisation.

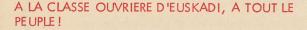
Ce processus de centralisation, de coordination des organes d'auto-organisation est de la plus haute importance pour permettre de centraliser l'ensemble des combats vers le but fondamental: le renversement de la dictature.

Nos camarades de la LCR/ETA VI ont largement diffusé, notamment en Catalogne, ce manifeste, en expliquant:

"La LCR-ETA VI reproduit et diffuse le manifeste de la Coordonnatrice d'Euskadi des Commissions Ou-vrières comme une forme supplémentaire de contribution à la préparation de la campagne de lutte du 11 juin et appelle les Commissions Ouvrières, toutes les organisations politiques et toutes les structures de masse à se regrouper en Catalogne pour mener une lutte solidaire avec l'Euskadi.

A bas l'état d'exception!

Catalogne et Euskadi, même combat contre la dictature qui assassine!"



Nous vivons des journées graves pour l'ensemble du mouvement ouvrier et populaire. Les griffes du fascisme se font durement sentir dans notre peuple. Les provinces de Guipuzcoa et Vizcaya vivent ces jours-ci, la barbarie fasciste tant detestée. Ils n'ont pas lésiné sur les moyens pour réprimer sauvagement les militants antifascistes: plus de 2500 entre eux sont passés par les commissariats et beaucoup sont toujours détenus; ils ont été soumis à tous les types possibles

de vexations, de mauvais traitements, de tortures, etc. Certains ont du être conduits à l'hôpital dans un état grave, comme le prêtre Tasio Erquiza dont la vie est toujours en danger,

La répression s'étend à tout le peuple, les rues sont envahies par les hommes de main en armes du fascisme qui sont protégés par des véhicules officiels de la police et qui font régner la terreur, mitraillant et posant des bombes dans de nombreux locaux. La police et la Garde Civile règnent en maîtres absolus dans les deux provinces: contrôle de toutes les rou-

tes, patrouilles de brigades spéciales dans les rues, encerclement et fouilles de quartiers entiers, maison par maison, contrôlant systématiquement les bars, fouillant bruta lement les passants et exigeant de la même manière leurs papiers d'identité, arrêtant ceux qui ne les ont pas sur eux (et comme les commissariats et les prisons débordent ils les mettent, comme à Bilbao, dans les arènes).

Des assassinats comme celui de Marquiegui, du couple de Gernika, celui de Luis Arriola à Ondarroa, etc., prouvent que tous les moyens possibles sont utilisés pour répandre la terreur dans la population.

D'autre part, en Navarre, le renvoi des camarades les plus combattifs, l'emprisonnement, les tortures de travailleurs dans les commissariats, les amendes, se multiplient. Les lock-out prennent une dimension alarmante que ce soit à Authi, Mas, et dans un grand nombre d'entreprises auxiliaires où il est déjà entré dans les faits, ou à Matesa, Modrego, Grafinasa, Nadeco, etc... où il menace, créant l'angoisse et l'incertitude dans des milliers de foyers ouvriers.

Telle està grands traits la situation dramatique crée dans nos provinces.

Cette réalité, que nous vivons quotidiennement, nous confirme quels sont les buts de cette politique de TERREUR.

Avec cette brutale agression les fascistes prétendent étouffer un des principaux foyers de résistance, et dans la mesure du possible c'est là un banc d'essai pour l'étendre à d'autres provinces et même à tout le pays.

Ils croient que l'exemple donné le 11 décembre par la classe ouvrière et le peuple d'Euskadi ne se propagera pas à la classe ouvrière et au peuple de l'Espagne toute entière.

Ils croient pouvoir exterminer toute forme d'organisation — tous les partis — de la classe ouvrière et du peuple par la terreur.

Avec l'état d'exception, ils croient pouvoir à court terme, nettoyer le terrain, semer la terreur et ainsi éviter la RIPOSTE UNIE ET COMBATIVE, FER-ME ET DECIDEE de tout le peuple, contre le procès farce et l'assassinat qu'ils préparent contre Garmendia, Otaegui, Arruabarrena, Genoveva Forest et Duran.

Alors qu'ils tentent de cacher celà par tous les moyens possibles, déclarant "matériel reservé" tout type d'information, alors que tant de porte-paroles, faus sement démocrates, restent silencieux devant cette bestialité, alors que la combinaison "ouverture" politiquerépression accrue apparaît clairement, il est plus que jamais nécessaire de denoncer devant tous, cette situation, de dénocer les canailles qui, à la solde du Grand Capital, commettent ces assassinats fascistes contre nos camarades.

C'est dans ces moments difficiles qu apparaissent aux yeux du peuple les authentiques défenseurs de ses intérêts et de ses aspirations démocratiques. C'est pour ce la que nos dénonciations dans les Assemblées, notre action dans les manifestations de rue, et toute autre forme de protestation ne doivent pas se faire attendre.

La classe ouvrière et le peuple de Guipuzcoa et Vizcaya, comme celle de Navarre et d'Alava et du reste de l'Espagne ne le permettra pas.

Cette haine qu'accumule aujourd'hui le peuple à la vue de tous ces policiers mobilisés comme des déments avec l'unique objectif d'en terminer avec les organisations populaires, en assassinant comme ils le font, doit se traduire par une grande réponse de tous les travailleurs.

Cette réponse nous devons la donner pour montrer au régime, à son gouvernement, qu'on ne joue pas avec nous, qu'on ne nous fermera pas la bouche fa cilement, que les travailleurs et le peuple d'Euskadi n'est pas disposé à vivre un jour de plus sous l'Etat d'Excepcion.

Les Commissions Ouvrières et d'autres organisations populaires, ainsi que les Partis politiques de Guipuz-coa ont choisi le jour du 11 juin pour que tous les travailleurs, tout le peuple se lève comme un seul poing contre l'Etat d'exception.

Camarades, la COORDONATRICE DES COMMIS-SIONS OUVRIERES D'EUS KADI lance cet appel à toute la classe ouvrière d'Euskadi pour que par notre mobilisation et notre exemple nous forgions L'UNITE DANS LA LUTTE DE TOUT LE PEUPLE:

POUR L'ANNULATION IMMEDIATE DE L'ETAT D'EXCEPTION! CONTRE LA TENTATIVE D'ASSASSINAT DE GARMENDIA ET OTAEGUI! POUR LA DEFENSE DU DROIT AU TRAVAIL ET CONTRE LE LOCK-OUT!

Préparons dès aujourd'hui, dans nos usines, par des Assemblées, etc., les REPONSES que nous allons donner afin de faire de ce jour la culmination de ce combat.

A BAS L'ETAT D'EXCEPTION!

CONTRE LA VIE CHERE, LE BLOCAGE DES SALAIRES, LES LICENCIEMENTS, LE LOCK-OUT!

DISSOLUTION DE LA GARDE CIVILE, DE LA
POLICE EN ARME, DE LA BRIGADE POLITICOSOCIALE ET DES AUTRE BANDES FASCISTES!

CHATIEMENT POUR LES ASSASSINS ET LES
BOURREAUX DU PEUPLE!

LIBERTE POUR LES PRISONNIERS POLITIQUES
ET RETOUR DES EXILES: AMNISTIE!

NON A LA PEINE DE MORT CONTRE GARMENDIA ET OTAEGUI!

TOUS UNIS CONTRE L'ETAT D'EXCEPTION!

TOUS UNIS CONTRE LE TERRORISME FASCISTE!

TOUS UNIS POUR LA LIBERTE!

Euskadi, mai 1975

Coordonnatrice d'Euskadi des Commissions Ouvrières

## L'AGONIE DU ET LES DE REVOLUTION

résolution du secrétariat unifié

Le régime franquiste est entré en agonie. Sous la poussée d'un mouvement de masse de plus en plus impétueux, ses structures se lézardent et craquent l'une après l'autre. Alors que les classes possédantes sont de plus en plus divisées et paralysées pour choisir la riposte à préférer devant la montée du mécontement et de la colère de toutes les couches laborieuses, le prolétariat réalise des progrès impressionnants sur la voie de la généralisation, l'unification et la politisation de ses luttes, d'un affrontement de plus en plus direct avec la dictature et ses organes répressifs. Les jours de la dictature franquiste sont dorénavant comptés. L'heure de la nouvelle révolution espagnole approche.

#### LA MONTEE DU MOUVEMENT DE MASSE

Dans la montée du mouvement de masse qui s'est accélerée depuis les grèves et manifesta – tions puissantes contre les peines de mort pro – noncées par le Conseil de guerre de Burgos à l'égard des militants de l'ETA, une nouvelle étape supérieure a été franchie depuis novembre 74. Dans une série impressionnate de grèves générales de solidarité, le prolétariat vivant dans l'Etat espagnol a pris conscience de ses forces et a exprimé un niveau de conscience de classe supérieur à tout ce qui avait été vu depuis la défaite dans la guerre civile.

Des grèves générales comme celles de Pampe lune, Tolosa, des Asturies et de Galice, se sont

déve loppées pour appuyer des secteurs de la classe ouvrière frappés par la répression patronale et franquiste, par des mises à pied, des licencie ments ou des arrestations: mais la plus impressionnante fut incontestablement la grève générale du Pays Basque du 11 décembre 74, au cours de laquelle 250.000 travailleurs se sont mobilisés à l'appel des Commissions Ouvrières, pour une plate-forme revendicative qui inclut, outre les revendications immédiates, la demande de libération des prisonniers politiques et tion des corps de répression. Cette grève géné rale fut précédée les 2 et 3 décembre de celle de 30.000 travailleurs de la province basque de Guipuzcoa, en solidarité avec la grève de la faim des prisonniers politiques. Ces actes de solidarité politique de classe, sans précédent dans l'histoire récente des luttes ouvrières en Europe, expriment clairement la maturité atteinte par la situation prérrévolutionnaire en Espagne.

Dans toutes ces luttes localement et régio - nalement généralisées, certains traits communs émergent. Les formes d'auto-organisation de la classe ouvrière (Commissions ouvrières, Assemblées générales, comités de négociation élus) se multiplient. La forme supérieure, celle des comités de grève élus, a commencé à s'étendre à un nombre significatif de luttes (Pampluna, SEAT/Barcelone, Valladolid). L'auto-organisation propulse des initiatives de centralisation. Au cours de la grève générale de Pamplune s'est constitué un comité de lutte regroupant des comités élus dans certaines usines, des commissions

## FRANQUISME TACHES LA ESPAGNOLE

de la IV ème internationale

ouvrières dans d'autres, avec la présence de représentants d'organisations d'étudiants et de quartier. A Barcelone fonctionne déjà une coordinatrice unitaire des commissions ouvrières; au pays basque, cet objectif est en voie de réalisation. A Madrid, en Galicie, aux Asturies, des efforts importants de coordination sont en cours.

A Valladolid, un comité central de grève du bâtiment fut mis en place lors de la grève d'avril 1975; des efforts de coordination avec la grève des ouvriers de l'usine FASA/Renault furent esquissés. L'unification de l'ensemble des commissions ouvrières de l'Etat espagnol, dépassant le cadre insuffisant de l'actuelle coordination nationale des seules forces contrôlées par la fraction du PC, devient de plus en plus possible. Elle est ressentie comme une nécessité urgente par les travailleurs eux-mêmes.

Les luttes ouvrières dépassent largement le stade du combat pour les seules revendications immédiates. A côté des revendications économiques immédiates entièrement justifiées d'augmentations des salaries égales pour tous, de salaire minimum de 800 pesetas, d'arrêt des licenciements, de lutte contre la hausse du coût de la vie, apparaissent des revendications transitoires comme l'échelle mobile des salaires, l'ouverture des livres de compte patronaux, certaines demandes de contrôle ouvrier, ainsi que des revendications démocratiques : libération des prisonniers politiques; droit de grève; liberté syndicale; liberté d'association, de réunion,

de manifestation, de presse; dissolution des corps répressifs de la dictature. Certaines de ces revendications démocratiques — surtout celle de la dissolution des corps répressifs — acquièrent, dans le contexte de la dictature franquiste, une dynamique objectivement anticapitaliste. Et dans leur ensemble, unies aux autres revendications et formes d'organisation de lutte apparues, elles ne peuvent que contribuer à l'accélération de la remise en question du pouvoir bourgeois, qui a eu besoin de la dictature pour maintenir sa domination sur les travailleurs.

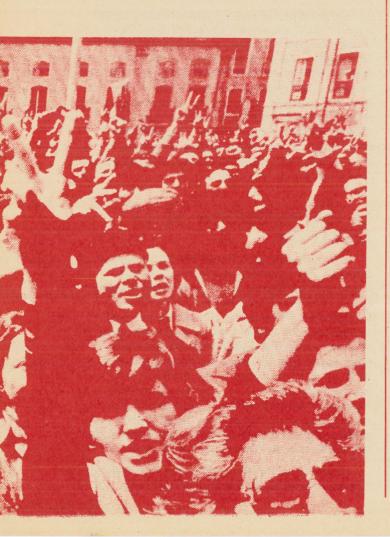
## LA DECOMPOSITION DE LA DICTATURE

Dans le combat pour l'ensemble de ces revendications, les travailleurs en grève apprennent la nécessité d'affronter les forces répressives franquistes et de prendre les indispensables mesures d'auto-défense à cette fin. La défense des manifestations et des cortèges; la protection des commissions contre des arrestations, les tentatives d'arracher a leurs bourreaux les compagnons arrêtés au cours des grèves et des manifestations; la préparation, demain, au premier signe d'effondrement de la dictature, d'un assaut général des prisons: de tout ce la une large avant garde ouvrière a pris conscience et commence à agir en fonction de cette prise de conscience.

L'extension tumultueuse des luttes ouvri**ères** stimule et accentue l'essor des luttes de toute

une série de couches populaires qui tendent à confluer avec celles du prolétariat. Particu - lièrement notables sont les mouvements de boycott des ménagères contre la hausse des prix qui viennent de se produire à plusieurs endroits de l'Etat espagnol; les mouvements des petits commerçants et les petits paysans; la grève des médecins et du personnel hospitalier; la grève générale dans l'enseignement du 20 janvier 75; la montée du mouvement de libération des femmes et la relance du mouvement étudiant.

A ce propos également, une puissante poussée unitaire se fait jour. Spontanément, le mouvement de masse s'efforce de coordonner et de centraliser ses combats, dans des organes unitaires et représentatifs qui, à l'échelle des quartiers, des localités, des grands centres industriels, voire de régions toutes entières, rassemblent toutes les énergies des masses, libé rées par l'ascension actuelle du mouvement. La tâche des marxistes-révolutionnaires consiste à appuyer et à renforcer tous ces efforts, pour que murissent ainsi des organes d'auto-organisation des masses les plus larges, pour que l'unification de tous ces combats concentre l'énergie sur un but central: la chute de la dictature, le commencement de la révolution espagnole, l'ébranlement du régime capitaliste.





Les classes possédantes espagnoles affrontent la phase finale de l'agonie du franquisme dans un état de division et de désarroi des plus pro-fonds, qui voisine avec une paralysie croissante. La bourgeoisie espagnole est quasi-unanime dans la conviction que le maintien de la dictature sous sa forme actuelle dessert ses intérêts de classe, et n'a plus aucune efficacité, même pas du point de vue purement répressif. Mais elle est profondé-ment divisée quant aux méthodes et aux objectifs de modification ou de remplacement de la dictature.

Les transformations profondes que l'Espagne capitaliste a subies dans la foulée du "long boom" d'après-querre de l'économie impérialiste, font de la dictature franquiste un système totalement inadéquat à la fois pour servir les intérêts économiques du Grand Capital espagnol et pour assurer sa domination de classe par rapport à la montée du mouvement de masse. L'extrême-droite fascisante ou fasciste, seule intéressée au maintien des structures de la dictature au-delà de la disparition du dictateur, ne possède aucune base sociale tant soit peu solide, dans aucune classe ou couche de la société espagnole. On pourrait presqu'affirmer que le seul point sur lequel la bourgeoisie est d'accord, c'est que le franquisme sous sa forme actuelle ne lui est plus utile.

Le capital international excerce à son tour une pression dans le même sens. Le début de la révolution portugaise accentue la nécessité pour l'impérialisme américain d'étendre, ou au besoin de substituer, aux bases portugaises de l'OTAN des bases correspondantes en Espagne. La récession économique internationale, qui risque d'étrangler l'expansion de l'économie espagnole, augmente l'intérêt de toute la bourgeoisie à une intégration de l'Espagne dans le Marché Commun, même si elle accroît dans l'immédiat les obstacles économiques sur la voie d'une telle intégration

(plus de 3 milliards de dollars de déficit de la balance de payements espagnols en 1974; difficultés croissantes des exportations de produits agricoles; non-compétitivité des produits indus triels, etc.). Mais ces opérations sont politiquement difficiles à mener à bien, aussi longtemps que le gouvernement espagnol qui y participerait conserverait le stigmate d'une dictature universellement haie pour ses actes sanglants de répression, et son déni des droits démocratiques les plus élémentaires aux masses laborieuses.

L'expérience de la révolution portugaise enseigne de même à la bourgeoisie espagnole que le maintien d'une dictature au-de là d'un certain point n'entraîne que des résultats négatifs pour le capital, sans lui apporter des avantages appréciables. La dictature franquiste n'est plus capable d'atomiser la classe ouvrière et le mouvement ouvrier. Ceux-ci s'organisent dans des groupe ments et des institutions divers, qui émergeront demain à la surface comme de puissants mouvements de masse, voire comme des organismes unificateurs de type soviétique. Mais la dictature sénile qui se survit empêche la bourgeoisie de s'organiser de manière analogue, retarde la constitution de ses partis politiques et les coupe de toute possibilité d'acquérir des assises de masse tant soit peu stables, de même qu'il en est actuellement au Portugal.

Mais si la bourgeoisie est presqu'unanime à désirer la fin du franquisme sous sa forme actuelle, elle reste profondément divisée sur la question de savoir quel régime politique substituer au régime franquiste.

La bourgeoisie est parfaitement consciente du caractère explosif des contradictions qui déchi rent la société capitaliste de l'Etat espagnol. Elle sait que malgré les progrés de l'industrialisation, les contradictions sociales et les différences ré gionales sont plus prononcées que dans n'importe quel autre pays impérialiste. D'après les statis tiques officielles, 1,22% des ménages espagnols touchent une fraction majeure du revenu national que 52,6% de ceux-ci! Le revenu par tête d'habitant dans les cinq provinces les plus pauvres (Orense, Almeria, Granada, Caceres et Malaga) atteint à peine 10% du revenu par tête d'habi tant des provinces les plus riches. La bourgeoisie connait la trempe, la conscience de classe, la combativité du prolétariat d'Espagne. Elle sait que dans le midi et dans l'ouest, il y a une question agraire explosive. Elle connait le caractère non moins explosif de la question nationale, surtout en Euzkadi (le Pays Basque). Elle suit avec inquiétude le déclin relatif de contrôle des organisations traditionnelles, du PC et du PSOE, sur la classe ouvrière, qui rend crédible le projet de rétablissement d'une démocratie bourgeoise, où les dirigeants réformistes et néo-réformistes seraient capables, à travers leur politique de collaboration de classe et de

collaboration gouvernementale, de canaliser des luttes de masse dans des voies compatibles avec le maintien et la consolidation du régime capitaliste.

Les conclusions qu'elle peut dégager de l'expé rience portugaise ne peuvent que confirmer ses craintes. Le projet de changement "à froid" de la dictature portugaise, qui avait pourtant beaucoup plus de chances de réussir qu'un projet analogue en Espagne (primauté de la question de terminer la guerre coloniale où la chute de la dictature permettait de donner satisfaction aux masses; degré de combativité, de conscience, d'expérience et de politisation du prolétariat au départ plus bas qu'en Espagne), a manifestement échoué. Après à peine 6 mois de lancée préparatoire, le mouvement de masse a pris au Portugal une tournure tumultueuse telle qu'on peut dire que la révolution portugaise a commencé. En cas de changement de régime en Espagne, il ne faudra pas attendre six mois pour assister à un spectacle bien plus inquiétant encore pour la bourgeoisie que celui qui se déroule actuellement au Portugal.

C'est pourquoi, par crainte du prolétariat et de son potentiel révolutionnaire, la bourgeoisie espagnole n'est pas prête à s'engager dans la voie d'une "révolution par en haut", comme le PC et ses alliés l'en supplient. Toutes les garanties que les dirigeants réformistes et néo-réformistes sont prêts à lui offrir ne suffisent pas pour modifier cette méfiance née d'un instinct de classe très sûr. Aucune aile "libérale" tant soit peu substantielle ne s'est dégagée de la bourgeoisie espagnole pour collaborer avec les PC et les PS avant la chute de la dictature, pas plus d'ailleurs qu'en juillet 36. Comme le Front Populaire de l'époque, la Junte Démocratique d'aujourd'hui en est réduite à se concilier les bonnes grâces de l'ombre de la bourgeoisie espagnole, et non d'une frac tion réelle de celle-ci.

Les divers projets de "libéralisation" élaborés au sein ou en marge de la dictature sont, dans ces conditions, de simples farces. En maintenant les traits essentiels de la dictature, ils n'arrêtent en rien sa décomposition. En manifestant l'impuissance d'autoréforme de la bourgeoisie, ils stimulent l'essor du mouvement de masse révolutionnaire.

Devant la gravité extrême de la situation actuel-le, la bourgeoisie a mis ses espoirs dans une issue politique qui a pour fonction de prévenir l'assaut final du mouvement des masses au moyen d'une "téforme" de la dictature fondée sur l'accès de Juan Carlos à la fonction de chef de l'Etat, y compris avant la mort du dictateur. Cette opération politique est condamnée dès ses débuts à l'échec. En effet, les concessions minimes au mouvement de masse qui font partie intégrante de ce projet, loin de freiner les luttes, leur donneront une impulsion supplémentaire, qui détruira définitivement toute forme de continuité du régime.

Dans ce sens, il est particulièrement significatif que pendant le prologue de cette opération auquel nous assistons actuellement, il se produise une répression accentuée, tant au niveau policier (état d'exception en Guipuzcoa et en Biscaye) qu'au niveau patronal, le patronat refusant systématiquement de négocier avec les commissions ouvrières et les organes d'auto-représentation des masses, et voulant imposer les "syndicats verticaux" franquistes comme seuls "interlocuteurs valables" au cours des luttes. Il est tout aussi significatif que cette répression renforcée s'avère absolument incapable d'empêcher l'essor des grèves et leur généralisation, encourage même leur radicalisation et leur politisation.

La bourgeoisie espagnole se trouve donc dans un état de paralysie politique croissante, dont la meilleure expression symbolique est le gouvernement Arias, le cabinet le plus faible que la dictature ait connu depuis son établissement.

Sans autorité aucune, profondément divisé, sujet à des "crises ministérielles" successives, il a toutes les caractéristiques d'un gouvernement de "fin de règne", sinon de "fin de régime". Les hautes sphères des Ministères, l'Eglise, les organisations professionnelles, suppôts traditionnels de la dictature, sont à leur tour touchées au cours de la dernière période par la marée de revendications et d'agitation, accentuant du même fait les traits de décomposition de la dictature.

Dans ces conditions, l'armée est la seule et dernière base réelle de la dictature. Mais elle est en même temps le seul instrument solide de défense et du maintien du régime capitaliste en Espagne. De là une nouvelle contradiction qui frappe la dictature franquiste.

Les divisions politiques qui traversent aujourd'hui la bourgeoisie espagnole; la polarisation de classe profonde qui marque la société espagnole, ne peuvent ne pas avoir des effets tout aussi profonds au sein de l'armée espagnole elle-même.

Une nette differenciation s'y fait jour entre une aile liée à l'extrême-droite, prête à assumer les responsabilités politiques et répressives nécessaires pour le maintien de la dictature, et une aile "professionnelle " (technocratique), liée aux projets de "réforme du franquisme", désireuse de ne pas se salir les mains avec des besognes de basse police, disposée à appuyer l'évolution du régime et, en général, l'orientation qu'adopterait en chaque cas le Grand Capital. Cette division s'entremêle avec la pénétration, parmi les recrues, de toutes les motivations antidictatoriales et anti-capitalistes qui s'étendent dans les couches populaires de l'Etat espagnol.

Dès lors, l'utilisation de l'armée dans un "coup d'état préventif" risque de faire voler en éclats son unité. Or, cette unité est le dernier atout d'une bourgeoisie politiquement aux abois. Il est donc de moins en moins probable qu'un tel coup d'Etat n'intervienne pour arrêter la décomposition de la dictature. La poursuite de cette décomposition jusqu'à son effondrement à l'occasion d'une nouvelle péripétie de la crise politique, sociale et économique, apparaît par contre comme la variante la plus probable.

## STRATEGIE REFORMISTE OU REVOLUTIONNAIRE

Depuis 20 ans, le PC espagnol et ses divers alliés ont poursuivi avec obstination la stratégie d'obtenir le remplacement de la dictature par un régime démocratique-bourgeois par le truchement d'une combinaison de pressions exercées sur la bourgeoisie ("grève générale pacifique") et de garanties de collaboration de classe et de respect de l'ordre bourgeois de plus en plus exorbitantes, offertes au Grand Capital. La constitution de la Junte Démocratique n'est que la dernière variante d'une seule et même stratégie: convaincre la bourgeoisie espagnole qu'elle pourrait changer de régime politique, sans que son pouvoir de classes ne soit sérieusement menacé.

Cette stratégie a manqué de réalisme et de crédibilité dès sa formulation, dans le sens qu'elle n'a entraîné aucune fraction significative de la bourgeoisie dans une action sérieuse contre la dictature. Elle ne tient compte ni du caractère aigu et explosif des contradictions sociales dans le pays, ni du degré atteint par la combativité et la conscience de classe du prolétariat, ni de la vision très aigue qu'a la bourgeoisie de cette donnée fondamentale de la situation. Si après 20 années d'efforts incessants le succès des manoeuvres du PC et des réformistes pour "convaincre" la bourgeoisie de remplacer la dictature par un régime démocratique-bourgeois parlementaire est des plus maigres, son poids important au sein du mouvement de masse lui a sans aucun doute permis de faire apparaître la Junte Démocratique comme solution de rechange politique face à la crise de la dictature, aux yeux de secteurs significatifs des travailleurs et de la petite bourgeoisie.

Le bilan de cette politique est donc celui de freiner, de fragmenter, de désorienter et de conduire dans l'impasse les luttes ouvrières. A ce propos, ce bilan est des plus néfastes, comme en temoigne encore le refus du PC de joindre son appel à celui de l'extrême-gauche et de l'ETA V en faveur de la grève générale du 11 décembre 1974 dans le pays basque ses efforts pour réduire la fonction des commissions ouvrières à un simple appui de la gestion "légale" du syndicat fasciste, et ses manoeuvres bureaucratiques pour isoler les secteurs de ces commissions qui s'opposent à cette orientation.

Une manifestation toute fraiche du degré de concessions politiques que les réformistes et néo-réformistes sont prêts à faire à la bourgeoisie afin de la persuader d'en finir avec la dictature, c'est la plateforme présente de la Junte Démocratique. Cette plateforme n'inclut ni la revendication de la dissolution des corps répressifs du franquisme, ni celle de l'épuration de l'armée, ni celle du châtiment des tortionaires et criminels franquistes, ni celle du droit à l'auto-détermination des nationalités opprimées de l'Etat espagnol, revendications toutes pourtant avancées spontanément par les masses dans des dizaines et des dizaines de luttes au cours des derniers mois.

Les dirigeants du PC et de ses alliés veulent assurer à la bourgeoisie espagnole qu'elle peut changer de régime dans des conditions qui laisseraient intacts non seulement son pouvoir économique et sa propriété privée mais encore son Etat et ses instruments répressifs contre les travailleurs: tel est le contenu réel de leur politique traître.

Si aujourd'hui ses effets sur la bourgeoisie restent faibles, il n'en sera pas ainsi au lendemain du renversement de la dictature. A ce moment-là, l'alliance avec les réformistes sociaux-démocrates, néo-sociaux démocrates ou staliniens pourrait apparaître à des secteurs importants de la bourgeoisie comme moyen de dernier ressort pour arrêter la montée révolutionnaire à un palier qui ne menace pas immédiatement sa domination de classe. Mais la capacité des réformistes et staliniens de réaliser cette oeuvre contre-révolutionnaire ne dépend pas seu lement de leurs intentions et orientations politiques, mais aussi et surtout de l'ampleur de la crise sociale et du mouvement des masses, de leur niveau de conscience de classe, du degré d'auto-organisation et de centralisation atteinte, des rapports de force entre réformistes et révolutionnaires au sein du mouvement ouvrier, du progrès réalisé dans la voie de construction du parti révolutionnaire.

Les marxistes-révolutionnaires opposent depuis des années une stratégie cohérente de classe à la stratégie de collaboration de classe du PC et de ses alliés réformistes et néo-réformistes. Ils considèrent que l'idée d'un changement à froid et par en haut de la dictature, par suite d'une prise de conscience de la part des classes possédantes des "avantages" que la démocratie bourgeoise leur apporterait, est irréaliste, dévie les luttes des masses de leur trajectorie de classe, et tend à les freiner et morceler. Seul le développement d'une grève générale révolutionnaire peut renverser la dictature. Celle-ci renversée, c'est un processus de révolution prolétarienne qui s'ouvre en Espagne, et non une expérience de passation pacifique de pouvoir d'une équipe de politiciens bourgeois à une autre.

La propagande systématique des trotskystes pour la grève générale révolutionnaire correspond objectivement aux aspirations et à la tendance naturelle d'une avant-garde ouvrière et jeune des plus larges dans l'Etat espagnol. Elle a commencé à être traduite dans les faits par des couches de la classe ouvrière non reliées aux organisations révolutionnaires, tellement elle représentait le seul débouché politique de toutes les luttes de classe en cours. La montée impétueuse du mouvement de masse l'a placée à l'ordre du jour dans un nombre croissant de centres ouvriers et de régions industrielles. La perspective de la voir se réaliser à l'échelle nationale est d'ores et déjà une éventualité dont la bourgeoisie elle même doit tenir compte.

Mais dans la mesure même où la stratégie des révolutionnaires commence à se traduire dans les faits, il importe d'en préciser le contenu et la spécificité. Ce que les marxistes-révolutionnaires excluent en Espagne, c'est un changement de régime à froid, l'abolition de la dictature par une décision d'une aile "libérale" de la bourgeoisie espagnole. Cette éventualité est déjà exclue dans les faits, dans la mesure même où toute une nouvelle étape de décomposition de la dictature ne pourrait qu'accentuer davantage encore la montée impétueuse du mouvement de masse.

Ce qu'il ne peut cependant pas affirmer, c'est que la dictature ne pourrait tomber que sous les coups d'une grève générale insurrectionnelle à l'échelle de tout l'Etat espagnol. Les évènements des derniers mois ont démontré que des grèves générales révolutionnaires à l'échelle locale ou régionale, en se multipliant et en s'étendant, accentuent la décomposition de la dictature au point où une nouvelle péripétie de la crise pourrait précipiter la chute de la dictature, avant même que l'assaut contre elle ait atteint le stade d'une grève révolutionnaire effective dans tous les bassins industriels.

La distinction essentielle entre la stratégie des révolutionnaires et celle des réformistes ne réside pas dans le fait que pour les premiers l'affrontement gé néralisé et victorieux avec les forces répressives sur tout le territoire de l'Etat espagnol serait un préalable absolu à la chute de la dictature. Elle réside dans le fait que pour les révolutionnaires, il n'y a aucune solution de continuité entre le développement, l'élargissement et la généralisation des luttes des masses pour leurs revendications économiques et démo cratiques, la préparation d'un assaut général pour le renversement de la dictature par la mobilisation des . masses, et l'élargissement de la mobilisation vers des objectifs anti-capitalistes qui mettent à l'ordre du jour la création d'organes de dualité du pouvoir tant dans les entreprises qu'à l'échelle territoriale. Le but des révolutionnaires, c'est de faire aboutir l'essor actuel des luttes sur une situation révolutionnaire qui fera coincider la chute de la dictature avec le début d'un assaut contre le régime capitaliste et l'Etat bourgeois. La stratégie de la grève générale révolutionnaire a cette fonction précise, et non celle d'énumérer de nombreuses conditions, sans lesquelles la chute de la dictature serait irréalisable.

## LE PROGRAMME D'ACTION DE LA IVème INTERNATIONALE EN ESPAGNE

En accord avec cette stratégie, le programme d'action de la IVe Internationale en Espagne combine les revendications économiques, démocratiques et transitoires qui sont déjà présentes dans les combats les plus avancés du mouvement des masses, avec toutes celles qui sont aujourd'hui encore adoptées seulement par un secteur de l'avant-garde large, mais qu'il faut introduire dans la conscience des travailleurs et des masses laborieuses de l'Etat espagnol, pour que ceux-ci rencontrent les réponses révolutionnaires adéquates aux problèmes centraux de la lutte contre la dictature franquiste et le capitalisme.

La fonction de notre programme d'action est de prendre racine et de s'épanouir dans les luttes qui s'étendent dans l'Etat espagnol. Partant des inégalités de développement et des différences de niveau d'organisation et de conscience politique qui caractérisent encore ces luttes, le programme d'action doit assurer la convergence de tous les efforts vers la voie de la victoire: l'unité et l'indépendance de classe du mouvement de masse, et son articulation organique dans le développement, la coordination et la centralisation d'organes de pouvoir ouvrier.

Voici les mots-d'ordre avec lesquels les trotskystes abordent l'émergence de la troisième révolution espagnole:

## 1. Contre l'exploitation capitaliste, pour les revendications des travailleurs.

Un des acquis fondamentaux des luttes des dernières années, c'est la généralisation de mots-d'ordre égalitaires de caractère économique, que tous les travailleurs cherchent aujourd'hui à arracher aux patrons. En pleine crise économique, et lorsque commencent à être esquissés des "pactes sociaux" pour l'avenir "démocratique", face à la ruine du franquisme, l'actualité de ces revendications est plus nette que jamais:

- A travail égal, salaire égal, sans distinction d'âge, de sexe ou de nationalité.
- Salaire égal pour les travailleurs agricoles et industriels.
  - Salaire minimum de 800 pts. par jour.
- Augmentation immédiate des salaires, égale pour tous, de 7.000 pts. par mois à intégrer dans les salaires de base.
- Semaine des 40 heures dans tous les secteurs, sans réduction des salaires ni augmentation des rythmes de travail.
  - Pas de retenues ni d'impôts sur les salaires.
- Indemnités de maladie, d'accident, de chômage et de retraite égales à 100% du salaire.

Cependant, aucune augmentation des salaires n'est capable de compenser durablement la hausse des prix vertigineuse. Pour une troisième année consécutive, l'indice réel du coût de la vie augmentera en 1975 de 25 à 30%. D'autre part, le chômage menace des milliers de travailleurs. Le nombre réel des chômeurs s'approche du demi-million; la situation s'aggrave dans l'immédiat avec le retour de 200.000 travailleurs émigrés. Les mots-d'ordre d'échelle mobile apparaissent déjà dans de nombreuses luttes. Leur extension est une tâche urgente:

- Echelle mobile des salaires: adaptation automatique mensuelle des salaires et des allocations sociales à toute augmentation des prix, selon un indice élaboré par les organisations ouvrières.
- Echelle mobiles des heures de travail: réparti tion des heures de travail entre tous les bras disponi-

bles au niveau de l'entreprise, de la branche indus trielle, de la région, etc., sans réduction des salaileurs sous le contrôle de délégués élus par les travaillleurs.

Les capitalistes ripostent à la crise économique avec leurs armes "classiques": les faillites fraudu - leuses, les fermetures d'entreprises, les licenciements massifs, l'augmentation brutale des cadences de la production. Le mouvement ouvrier, quant à lui, dispose également d'une arme classique contre le pillage et la tromperie capitalistes: le contrôle ouvrier, dont les premières expériences ont commencé à sematérialiser dans les luttes de la SEAT, de Bianchi, etc.:

- Contrôle ouvrier sur la production: abolition du secret commercial et ouverture des livres de comptes des entreprises;
- Contrôle ouvrier sur les formes de rémunération et les rythmes du travail;
- Veto ouvrier contre tout licenciement et toute ferme ture d'entreprises.

En rapport avec toutes ces revendications, comme point de départ pour les réaliser, comme arme contre la démagogie concernant les difficultés économiques "insupérables" du patronat, les travailleurs devront avancer les revendications suivantes:

- Nationalisation sans indemnisations de la banque privée et des sociétés financières (à l'exception des dépôts des petits épargnants);
- Nationalisation sans indemnisation des indus tries-clé, sous contrôle ouvrier.
- Nationalisation sans indemnisation de toutes les entreprises fermées, et leur remise en activité sous contrôle ouvrier.
- Suppression de toute législation du travail du franquisme armes de la surexploitation des travailleurs et du syndicat fasciste, le CNS, instrument fondamental de répression et de contrôle de la classe ouvrière.
- Syndicat unique de classe, indépendant des capitalistes et de leur Etat, basé sur la démocratie ou vrière, avec élection démocratique des délégués et dirigeants à tous les niveaux, et garantie du droit de tendance.

## 2. Pour les revendications de tous les exploités. Pour une réforme agraire radicale.

En Espagne, la classe ouvrière n'est pas seule dans son combat: des étudiants, des professeurs, des instituteurs, des ménagères, de petits commercants, luttent également pour leurs propres revendications, et en solidarité avec les travailleurs. La prolifération de grèves générales locales en témoigne. Elles préfigurent l'alliance révolutionnaire de la classe ouvrière avec tout le peuple travailleur, sur une ligne de clas-

se, contre un que lonque pacte avec la bourgeoisie. Pour avancer sur cette ligne, la classe ouvrière doit adopter les revendications fondamentales que tous ces secteurs avancent dans leur lutte:

- Contre la rentabilisation capitaliste de l'en -

seignement privé.

- Contre la médecine de classe. Pour une sécurité sociale financée par l'Etat et les entreprises, sous contrôle ouvrier, qui assure à l'ensemble de la population des soins de santé de qualité et des médicaments, sur la base de la gratuité totale. Nationalisation sans indemnisation de tous les trusts pharmaceutiques. Expropriation immédiate de tous les monts-de-piétés, compagnies d'assurance et cliniques privées.

- Aucun loyer supérieur à 10% du salaire de base. Occupation immédiate de tous les logements vides par

les familles de sans-logis.

- Comités de surveillance des prix, constitués par des délégués d'ouvriers, de paysans, de ménagères et des petits commercants, capables de combattre la spéculation, l'accaparement, l'agiotage et la fraude en matière de produits de première nécessité.

- Crédits à long terme et sans intérêt, à la dispo-

sition des petits commercants.

L'allié fondamental de la classe ouvrière espagnole se trouve cependant à la campagne. Vingt cinq pour cent de la population active sont des paysans. Ils souffrent avec une intensité croissante des effets de la ruine des structures de propriété, de production et de distribution agricoles en Espagne. En plus du prolétariat agricole, qui a déjà une grande tradition de lutte surtout dans le sud-ouest andalou, les paysans eux-mêmes sont entrées en lutte dans tout l'Etat espagnol. Une réforme agraire radicale est ainsi placée à l'ordre du jour:

- Expropriation sans indemnisation des grands propriétaires fonciers et des grands capitalistes de l'agriculture. Abolition de toute forme de séparation entre la propriété et la culture du sol: la terre à ceux qui la travaillent!
- Nationalisation des réseaux de commercialisation des produits agricoles et leur administration par des délégués élus des travailleurs agricoles, des coopératives agricoles et des petits paysans.
- 3. Pour la destruction du franquisme. Pour les libertés démocratiques. Pour le droit à l'auto-détermination des nationalités opprimées. Contre toute oppression et répression.

Le renversement de la dictature doit être poussé jusqu'à ses conséquences ultimes. Rien ne doit survivre du franquisme, même pas son ombre. Un seul virus pourrait de nouveau infecter le pays. Le mouvement de masse comprend fort bien cette condition fondamentale de sa victoire. Les mots-d'ordre de destruction du franquisme doivent être gravés en lettres de feu dans la conscience des masses:

- Dissolution de tous les corps de répression spéciaux, et de tous les tribunaux franquistes.

- Des comptes doivent être rendus pour tous les crimes de la dictature. Comités de vigilance et d'épuration dans chaque entreprise, dans chaque quar tier, dans chaque ville du pays. Tribunaux du peuple qui jugeront les tortionnaires, les assassins, toute la charogne fasciste.

Les mots d'ordre fondamentaux de l'antimilitarisme révolutionnaire acquièrent une actualité brûlante au cours de la révolution espagnole à venir. L'épuration devra frapper une armée infectée de fascistes, de candidats-Pinochets, de chefs militaires de la guerre civile. A l'intérieur et à l'extérieur des casernes devra s'organiser la capacité de riposte nécessaire à une quelconque entreprise putchiste:

- Epuration de l'armée des chefs et officiers réactionnaires. Dissolution des corps de mercenaires et des corps coloniaux.

- Droits démocratiques pour les soldats. Création, et extension à toutes les casernes, de comités de soldats et de marins, coordonnés entre eux et avec les organisations ouvrières.

- Détachements permanents d'autodéfense des commissions ouvrières et organismes similaires, capables d'organiser la riposte contre toute forme de répression contre le mouvement de masse et son avant-garde, détachements qui seront les embryons des futures milices ouvrières.

Après quarante années de dictature, une immense aspiration à l'exercice intégral de tous les droits et de toutes les libertés démocratiques se manifeste dans toutes les luttes des masses. Il en va ainsi à tel point que font déjà leur apparition des projets de "démocratie au raccourci" comme celui de la Junte Démocratique, qui cherchent à réduire ces aspirations aux pauvres limites prétendûment tolérables pour la bourgeoisie espagnole. Les réformistes cherchent ainsi une nouvelle fois à placer le noeud coulant de la "démocratie" autour du cou de la classe ouvrière espagnole. Les trotskystes lutteront énergiquement et avec un esprit de suite pour toutes les revendications démocratiques et contre toute forme d'oppression et de répression, cherchant à ce que toutes les limites imposées aux droits démocratiques des masses soient dépassées par la lutte des masses elle-même:

- Droit de grève sans limite ni réglementation aucune .
- Liberté de réunion, d'association, de presse et de manifestation.
- Libération de tous les prisonniers politiques. Retour de tous les exilés.
- Election avec droit de vote à 16 ans pour tous les hommes et toutes les femmes habitant sur le territoire de l'Etat espagnol des Assemblées Constituantes. Droit de vote pour tous les travailleurs espagnols émigrés et les membres de leurs familles pour ces mêmes Assemblées constituantes.

- Abolition de toute forme de censure. Liberté de création artistique.
- Liberté sexuelle pleine et entière. Droit à l'information sexuelle. Distribution libre et gratuite de moyens contraceptifs. Avortement libre et gratuit.
- Abolition de toutes les discriminations frappant les femmes en matière économique, juridique et sociale.
  - Séparation complète de l'Eglise et de l'Etat.
- Retour immédiat et inconditionne la u Maroc des territoires coloniaux espagnols en Afrique du Nord.
- Retrait immédiat de toutes les troupes espagnoles du Sahara. Indépendance inconditionnelle du Sahara, pour que le peuple saharien décide librement de son sort.

Mais il existe un droit démocratique fondamental en Espagne, souvent oublié ou supprimé dans les programmes qui s'opposent au franquisme: le droit à l'auto-détermination de toutes les nationalités opprimées par l'Etat espagnol. Un programme révolutionnaire pour l'Espagne doit accorder une place d'honneur à ce droit, place qu'il occupe déjà dans la conscience des masses de ces nationalités:

- Election immédiate, par suffrage universel exercé par tous les habitants des territoires de chacune des nationalités opprimées, d'une Assemblée Nationale de cette nationalité pour le libre exercice du droit à l'auto-détermination.

## 4. Pour la rupture de tous les pactes avec l'impérialisme. Pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe.

Le capitalisme espagnol est pleinement intégré dans le système impérialiste. L'opposition que cer tains gouvernements européens manifestent à l'inté gration de la dictature franquiste dans l'OTAN ou dans la CEE n'est que le reflet de la crainte profonde de ces gouvernements d'une réaction des travailleurs de leurs pays contre une collaboration ouverte avec le franquisme. Mais cela n'implique aucun obstacle à d'autres formes diverses d'"aide mutuelle" de ca ractère militaire, surtout avec les USA et le Portu gal, ou de pactes policiers secrets, surtout avec la France. Le respect et l'amplification de ces alliances représente pour la bourgeoisie espagnole la meilleure garantie de sa domination de classe, quelles que soient les circonstances. Le respect inconditionnel de la totalité de ces accords représente pour le PC, à travers la Junte Démocratique, un des pointsclés de "l'alternative démocratique" au franquisme. Pour les révolutionnaires, le renversement de la dictature est intimement lié à la rupture d'un que lconque pacte avec l'impérialisme:

- Rupture de tous les pactes et de toutes les alliances militaires avec l'impérialisme. Rupture du pacte hispano-américain et du pacte ibérique. Hors d'Es pagne les bases militaires yankee!
- Rupture de tous les pactes secrets de collaboration répressive et policière avec les gouvernements

impérialistes; publication immédiate du contenu de ces pactes.

- Retrait de toutes les troupes et bases militaires britanniques de Gibraltar. Retour immédiat de Gibraltar à l'Etat Espagnol.

Les rapports de l'Espagne avec la Communauté Economique Européene doivent être abordés d'un point de vue internationaliste conséquent, opposé à tout "appui tactique" à l'incorporation d'une Espagne non franquiste dans la CEE, appui justifié par la prétendue "aide" qu'une telle incorporation apporterait à la "démocratisation" du pays, jointe à la promesse d'une prétendue "démocratisation" future de la CEE elle-même. La lutte des travailleurs espagnols n'a rencontré et ne rencontrera une véritable aide et solidarité que de la part de leurs frères de classe. A la CEE et à toute forme d'alliance politique internationale avec la bourgeoisie, les travailleurs espagnols doivent opposer le mot-d'ordre des ETATS-UNIS SO-CIALISTES D'EUROPE.

L'Espagne franquiste est un refuge doré pour les fascistes du monde entier, et un des centres du terrorisme fasciste international. Le renversement de la dictature devra signifier également que soit traînée devant la justice révolutionnaire du peuple espagnol toute cette canaille, dont les liens financiers, militaires et politiques intimes avec la dictature sont bien connus. L'Espagne devra se transformer par contre en terre d'asile pour les combattants révolutionnaires du monde entier, en foyer de solidarité internationale avec les luttes de tous les travailleurs de la terre. La solidarité devra s'organiser spécialement avec les travailleurs portugais, sur la voie d'une Fédération de Républiques Socialistes Ibériques, contre un quelconque projet de transformer l'Espagne en base contre-révolutionnaire contre le peuple portugais.

## 5. Pour l'unité du front prolétarien. Pour un gouvernement des travailleurs

La force fondamentale de l'actuel mouvement de masse en Espagne, et la base la plus solide de sa future victoire contre la dictature et le capitalisme, c'est sa capacité d'auto-organisation. Des milliers d'expériences distinctes sur ce terrain, au niveau des masses et de l'avant-garde large, marquent déjà le pays. La généralisation des Assemblées dans les entreprises et de leur pouvoir de décision; le renforcement général des commissions ouvrières, sont pour le moment les preuves les plus nettes de la montée de l'auto-organisation du mouvement de masse. Lutter pour l'extension et la consolidation de ce processus, voilà une tâche essentielle pour la Révolution espagnole:

- Pour la généralisation des assemblées des tra vailleurs dans les entreprises, comme centres de décision des luttes. Pour l'élection par ces assemblées de comités révocables par les assemblées. Pour la coordination et la centralisation des comités de grève.
- Pour le renforcement, la construction et l'ex tension des commissions ouvrières et d'organismes si-

milaires. Pour leur coordination et centralisation à tous les niveaux et entre tous les secteurs en lutte.

La base politique de l'auto-organisation du mouvement de masse se trouve dans son indépendance de classe devant la bourgeoisie. Il faut mener une lutte implacable contre l'inclusion de la bourgeoisie ou d'un que lconque de ses porte-paroles politiques dans les organismes du mouvement de masse et de son avant-garde. Il faut expulser les représentants de la bourgeoisie partout où ils ont été incorporés dans de tels organismes avec la complicité des réformistes et autres partisans de la collaboration de classe.

- Pour la rupture de tous les pactes des organisations politiques ouvrières avec la bourgeoisie!

- Les organisations ouvrières doivent sortir de la Junte Démocratique et de toute autre alliance avec la bourgeoisie!

- Pour le Front Unique Ouvrier contre la dictature et le capitalisme!

Plus la ruine du franquisme se précise, plus approche le moment de son renversement par le mouvement de masse, et plus les réformistes agitent le mot-d'ordre du "gouvernement de large coalition", instrument qui permettrait à la bourgeoisie d'arracher aux travailleurs espagnols leur victoire et qui lui assurerait les meilleures conditions pour la reconstruction de son Etat. Les véritables auteurs de la chute du régime franquiste - la classe ouvrière et les masses laborieuses de l'Etat espagnol - n'ont rien à espérer d'un tel gou vernement, si ce n'est d'être une fois de plus grugés par rapport à leurs revendications essentielles. Aucune conquête des luttes ne pourra être garantie durablement sans que ne surgisse un GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS, BASE SUR LES ORGANISMES D'AUTO-ORGANISATION DES MASSES SURGIS DE LA LUTTE POUR LE RENVERSEMENT ET LA DESTRUC-TION DE LA DICTATURE, ET RESPONSABLE DEVANT CES ORGANISMES SEULEMENT. SEUL UN TEL GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS POURRA ABORDER LA REALISATION DU PROGRAMME REVOLUTIONNAIRE QUI CORRESPOND AUX IN-TERETS ET AUX REVENDICATIONS DES MASSES, OUVRANT AINSI LA VOIE VERS LA DICTATURE DU PROLETARIAT: LA COORDINATION, LA CEN-TRALISATION ET L'EXERCICE DE TOUT LE POU-VOIR PAR LES CONSEILS OUVRIERS.

SE PREPARER À D'URGENTES TACHES DE SOLIDARI-TE INTERNATIONALE.

La chute de la dictature franquiste et le début de la 3ème révolution espagnole de ce siècle modifieront de fond en comble la situation objective en Europe occidentale. En intéraction avec le processus révolutionnaire qui développe au Portugal, ils stimuleront puissamment une nouvelle montée importante des luttes ouvrières en France, en Italie et ailleurs. Dans un contexte de récession économique généralisée, de crise sociale et politique prolongée, ces luttes pourront à leur tour atteindre une dynamique objectivement anticapitaliste plus nette encore qu'en 1968 et 1969.

Mais il serait irresponsable de semer des illusions quant à une eventuelle passivité de l'impérialisme et de la bourgeoisie internationale devant une crise de son régime qui risque d'être une des plus profondes et des plus larges connues depuis 1917. Si les menaces. contre le prolétariat portugais se multiplient, alors que dans ce pays la bourgeoisie dispose encore d'un dernier atout aussi important que celui du MFA et que le degré de politisation des travailleurs est inférieur à celui d'Espagne, même s'il progresse maintenant rapidement, on peut s'imaginer facilement l'assaut féroce qui serait dirigé contre un début de révolution prolétarienne en Espagne, qui possède un des prolétariats les plus combatifs et les plus politisés du monde entier, et où il est fort possible que le pays sera couvert d'organes de dualité de pouvoir dès la chute de la dictature.

Il est donc indispensable que les révolutionnaires se préparent dès maintenant, et préparent l'avant garde ouvrière et jeune la plus large, à assumer les tâches multiples de solidarité internationale avec la révolution et le prolétariat dans l'Etat espagnol, qui peuvent se poser plus rapidement qu'on ne le pense actuellement. Il faut que beaucoup plus encore qu'a près juillet 36, la solidarité agissante avec la révolution espagnole qui monte dévienne la cause de tous les travailleurs d'Europe et du monde. En tirant les lecons de l'expérience de la guerre civile espagnole, il faut que cette solidarité, sans dédaigner aucun apport, et tout en épousant les formes les plus souples du front unique sans exclusive aucune, s'articul e sur la base d'une large autonomie de classe, pour qu'elle ne puisse pas être utilisée, contre les intentions et la volonté même du prolétariat international, en un instrument de frein et de chantage qui ferait dévier la révolution espagnole des voies qu'elle se tracera elle-même.

Développer dès maintenant une vaste campagne internationale de solidarité avec le combat exemplaire des prisonniers politiques d'Espagne, pour leur libération immédiate et inconditionnelle, c'est le meilleur moyen pour préparer la réalisation de tâches de solidarité plus vastes demain. Les prisonniers politiques qui croupissent dans les prisons de Franco y ont organisé un combat dont le dynamisme, la persévé rance, la foi inébranlable dans la victoire du prolétariat, l'héroisme quotidien, sont sans précédent dans l'histoire du mouvement ouvrier européen, pourtant si riche en exemples de lutteurs indomptables. Le respect et l'admiration que ce combat impose à tous doit s'exprimer dans des mobilisations à travers l'Europe, qui prépareront des mobilisations plus vastes lorsque. sonnera le glas de la dictature. C'est à ces mobilisations que la IVème Internationale convie ses sections, ses sympathisants et amis, l'avant-garde ouvrière et les masses les plus larges d'Europe et du monde.

31 mai 1975

LE SECRETARIAT UNIFIE DE LA IVème INTERNATIONALE.

## pour le boycottage des élections syndicales

La Dictature appelle aux "élections syndicales". Elle en a besoin de façon très pressante. Pour les imposer et les assurer, elle n'hésite pas à réprimer chaque apparition de lutte, à arrêter des dizaines de militants. L'Etat d'Exception en Euskadi a comme objectif fondamental la tentative de "normaliser" les luttes.

Mais malgré tout, elle n'est pas très rassurée. Elle craint que la combativité dont ont fait preuve les masses se concrétise dans un débordement spectacu laire de la CNS (syndicat fasciste). La Dictature du capital craint de perdre cet instrument vital pour liquider les luttes ouvrières et interdire toutes les revendications.

Pour les ouvriers et tous les travailleurs, engager et organiser la lutte, abattre la CNS, organiser le boycottage de cette farce électorale, signifie:

- Dans l'immédiat, étendre et approfondir la contre-offensive des masses qui se précise toujours plus . Une telle initiative donnerait une impulsion formidable pour la conquête de nombreuses revendications et empêcherait que le gouvernement rejette sur les épaules des travailleurs le prix de la crise que le capital a suscité.
- En même temps un coup mortel serait porté à la CNS, pilier fondamental de la Dictature. Ainsi serait éliminé un des obstacles les plus importants qui obstrue la route vers la Grève Générale Révolution naire et le renversement de la Dictature.
- Ce la préparerait les conditions pour que, suite au renversement de la Dictature et dans un cadre de libertés politiques et syndicales, nous puissons mettre sur pied un puissant syndicat ouvrier.

Tout ceci est possible. Les dernières luttes à Motor Iberica, dans la construction, chez les enseignants, la résistance de Tubaute, Miniwat, etc... expriment ces possibilités.

Nous appelons à ce que: dans les fabriques et les lieux de travail s'organisent des ASSEMBLEES MASSIVES, dans lesquelles soient décidés les objectifs et les modalités de la lutte; que soient élus, comme seuls représentants des travailleurs, des COMITES REVOCABLES pour diriger et coordonner la lutte en accord avec les décisions de l'assemblée; que soit organisée la coordination entre ces comités, les commissions ouvrières et les organismes unitaires représentants d'autres couches où de tels comités n'existent pas.

Dans ces assemblées un bilan doit être tiré sur les rôle des "enlaces y jurados" (délégués de la CNS), lors des dernières luttes. La conclusion ne peut qu'être unanime au sein de tout le mouvement ouvrier: les Assemblées décident la DEMISSION IMMEDIATE de tous les délégués honnêtes! Que les militants honnê-

tes organisent la lutte dans le cadre des assemblées et qu'ils retirent leur candidature! Le BOYCOTTAGE MASSIF de ces élections y sera décidé! Seulement de cette facon, il sera possible de développer un rapport de forces capable d'imposer la négociation directe avec la direction patronale grâce à des COMMI - SSIONS AYANT DES MANDATS IMPERATIFS qui transmettent tout simplement les décisions de toute l'Assemblée, seul centre de décision.

Dans les lieux d'enseignement des ASSEMBLEES doivent aussi être organisées et des formes d'action directes doivent être envisagées, ainsi que la démission des délégués auprès des organes officiels. Il s'agit d'impulser des COMITES REVOCABLES en suivant l'exemple donné par des instituts de l'enseignement secondaire (Mila, Infanta, Emperador Carlos...) et quelques facultés, comme celle de journalisme. La coordination entre ces derniers et les organismes unitaires doit être dévelopée, comme doit s'initier la coordination avec les organes mis en place par la classe ouvrière, ainsi que les Commissions ouvrières. Il faut préparer, ensemble avec la classe ouvrière et les travailleurs, une mobilisation capable d'approfondir le boycottage de ces élections syndicales.

En solidarité avec les luttes ouvrières, il faut appuyer et défendre les expériences d'actions indépen dantes et les formes d'auto-organisation démocratiques qui émergent, ainsi que toutes les initiatives dans le sens du boycottage.

Ainsi deviendra possible la JOURNEE GENERALE DE LUTTE que le mouvement de masse met à l'ordre du jour et que nous tous cherchions à mettre sur pied lors des luttes de janvier-février. Il sera possible de centraliser la riposte ouvrière et populaire face aux manoeuvres de la dictature, face à la répression et à toutes les attaques qui l'accompagnent. Voilà le sens réel du BOYCOTTAGE MASSIF DES ELECTIONS! Il signifierait un pas important dans la direction de la Grève générale.

Nous appelons à ce que: tous ceux qui sont mobilisés unissent leurs efforts pour impulser cette dynamique de lutte à partir des COMMISSIONS OUVRIE-RES et des structures unitaires dans les écoles, les facultés, les instituts et les quartiers.

A ce que s'unifient les efforts pour réaliser des assemblées larges de tous ceux qui sont en lutte dans chaque branche, dans chaque secteur et particulièrement dans la métallurgie, vu son importance.

A impliquer dans cet effort toutes les forces politiques, toutes les commissions ouvrières et en particulier les commissions ouvrières de SEAT, Hispano Olivetti...; de Siemens, Pirelli...; de Clima Roca, Unidad Hermética...; les commissions ouvrières des branches où la combativité s'est affirmée le plus, comme dans la construction récemment.

- \* Çar c'est aux Commissions Ouvrières que revient, aujourd'hui, le rôle fondamental de préparer et d'impulser la lutte pour la Grève Générale Révolutionnaire capable de renverser la dictature.
- \* Ce sont également les Commissions Ouvrières qui doivent prendre l'initiative, dans ce cadre et sur les ruines de la CNS, de lancer une dynamique de ré-union de congrés syndicaux à tous les niveaux. Jusqu'à la réunion d'un Congrès Général Constituant, où seront jetées les bases du syndicat dont veu lent les travailleurs: UN SYNDICAT UNIQUE ET INDEPENDANT DES PATRONS, DE L'EGLISE ET DE L'ETAT, ENTIERE-MENT BASE SUR LA DEMOCRATIE OUVRIERE.

Unifions les objectifs de lutte contre toutes les attaques des patrons et de leur gouvernement:

- \* Contre le lock-out et les réductions de salaire: Echelle mobile des salaires et des heures de travail! Pas de salaires inférieurs à 750 pesetas par jour! La semaine de 40 heures!
- \* Contre les mauvaises conditions de vie:
  Baisse des prix, augmentation des salaires!
  Prix réduits pour les produits de première nécessité!
  A bas toutes les formes de sélection!
  Pour un enseignement permanent, public, laic, entièrement gratuit et à charge de l'Etat, comprenant un cycle obligatoire jusqu'à 18 ans!
  A bas la Loi Générale d'Education!
  Pour une securité sociale entièrement financée par l'Etat, incluant toute la population et gérée par les travailleurs!
- \* Contre toute répression et oppression:
  Réadmission des licenciés! Liberté pour les prisonniers!
  Liquidation de l'Etat d'exception! Réouverture de Valladolid! Liberté immédiate pour Eva Forest et ses camarades! Annulation des procès en cours! Dissolution
  des institutions de la répression franquiste! Pour la libre négociation des conventions collectives sans l'intervention de l'Etat!

Pour le droit de grève, de réunion, et de manifesta tion! Pour un Syndicat Unique de tous les travailleurs, indépendant des patrons, de l'Eglise et de l'Etat! Pour toutes les libertés politiques et syndicales pleines et entières!

Pour la libre autodétermination de la Catalogne et des autres nationalités opprimées!

\* Solidarité totale avec la lutte des travailleurs et du peuple portugais et avec les masses d'Indochine. Solidarité avec les travailleurs et les opprimés du monde entier!

Nous insistons pour que, aujourd'hui plus que jamais, se concrétise l'unification des efforts de tous les partis, de toutes les organisations et combattants de la classe ouvrière et des opprimés autour des Commissions Ouvrières.

Malheureusement, au lieu de s'orienter dans cette voie le P.S.U.C. et les Coordinations de Commissions Ouvrières (Coordination Nationale de Catalogne et celle de Barcelone) qui dominent, lui opposent une intense activité visant à obtenir ce qu'ils appellent

I'"accaparement des élections". D'autres partis comme le P.T.E. et le M.C.E. aident dans les faits une telle orientation.

Par cette tactique, ces partis et ces coordinations de Commissions Ouvrières s'opposent une fois de plus à l'action directe et à l'organisation démocratique des masses.

Ils s'opposent au renversement de ce pilier fondamental de la Dictature qu'est la CNS, pour le transformer, maintenir le plus possible sa structure imposée et ses bureaucrates. Ils s'opposent à la lutte pour un syndicat unique et indépendant des patrons et de leur gouvernement, regroupant tous les travailleurs. Et ce la pour garder leurs mains liées par le pacte qu'ils ont conclu avec les politiciens bourgeois au sein de la 'Junte Démocratique' et de l'"Assemblée de Catalogne".

- \* Nous appelons tous ceux qui luttent à se regrouper pour impulser les combats qui s'annoncent. Qu'ils se regroupent afin de donner la place qui leur revient aux Commissions Ouvrières dans la préparation et l'impulsion de la lutte généralisée qui approche, qui est possible. Il faut tirer parti au maximum de ces périodes de mobilisation pour construire le plus possible les commissions ouvrières! Une commission ouvrière dans chaque usine! Organisons leur coordination démo cratique!
- \* Nous appellons tous les militants de tous les partis de la classe ouvrière à unir leurs efforts dans ce sens. Rien ne doit être opposé aux exigences de la mobilisation qui s'annonce.
- \* Nous réitérons notre volonté de parvenir à des accords même partiels ou ponctuels permettant d'aider, sous une forme ou sous une autre, à la mobilisation possible. Nous sommes disposés à arriver à de tels accords avec tous les partis, sans exception, qui s'appuient sur la classe ouvrière et en particulier avec les partis et organisations politiques qui défendent, sous une forme ou sous une autre, la necessité de promouvoir un large boycottage face à la farce que sont les prochaines "elections syndicales".

Nous espérons ainsi contribuer à la mise sur pied de l'Unité d'Action, alors que se développent les luttes des travailleurs et des masses opprimées. Tel est le sens de cette déclaration conjointe.

#### En Avant!

Boycottage total des élections!
Pour la réalisation de toutes les revendications!
Pour un authentique syndicat ouvrier, unique, indépendant des patrons et de leur gouvernement!
A bas la dictature qui assassine!
Vive les Commissions Ouvrières!

Barcelone, 20 mai 1975

Comité de Catalogne de la Ligue Communiste Révolutionnaire/ETA VI (Organisations sympathisantes de la IVè Internationale)

Comité de Catalogne de la Ligue Communiste.



la situation pré révolu tionnaire mûrit au portugal

résolution du secrétariat unifié de la IVème internationale

Le coup d'Etat manqué du 11 mars marque une lourde défaite politique pour la bourgeoisie portugaise. La puissante mobilisation populaire paralysa les instruments politiques et militaires sur lesquels pensait pouvoir s'appuyer la réaction capitaliste. La bourgeoisie est réduite aujourd'hui à la défensive, sans que cela supprime la possibilité de tentatives golpistes de certaines fractions bourgeoises. Sa crise de direction politique ne fait que s'accentuer. Le degré de combativité, d'organisation et d'auto-organisation, de conscience de classe des travailleurs a fait un nouveau bond en avant, Au sein de l'armée, soldats et marins ont non seulement montré une capacité de riposte très grande contre les factieux, mais la politisation et le processus d'auto-organisation du contingent se sont aussi développés. La crise de l'armée s'approfondit. Cela a facilité la contre-offensive de l'aile dite socialisante du MFA (Mouvement des Forces Armées), face à des courants se réclamant plus ou moins explicitement du projet spinoliste. Si l'emprise des néoréformistes s'est renforcée, l'audience de la gauche révolutionnaire dans le cadre de l'ascension impétueuse des luttes ouvrières s'élargit considérablement, au niveau des entreprises, des quartiers, des syndicats et au sein de l'armée. Ceci s'est confirmé lors des élections du 25 avril où les partis ouvriers ont recueilli une majorité de voix quasi sans précédent dans l'histoire du mouvement ouvrier. Ainsi, depuis un peu plus d'une année s'est produite une radicalisation progressive de la montée des luttes ouvrières qui débouche sur la maturation d'une situation pré-révolutionnaire.

## 1. CRISE ET SABOTAGE ECONOMIQUE

Le capitalisme portugais est confronté à une crise d'une rare profondeur. Aux faiblesses structurelles et aux déséquilibres hérités de l'époque salazariste s'ajoutent les effets de la récession internationale, de la décolonisation, du changement brusque des rapports de forces entre le Capital et le Travail. Sabotage économique, grève des investissements de la part du capital financier portugais comme des trusts multinationaux, restrictions ou suppression des crédits aux petites et moyennes entreprises, fuite des capitaux ont encore accentué le marasme économique. Des secteurs aussi importants que la construction ou le textile traversent une crise quasi-généralisée. L'agriculture, prisonnière de ses structures archaiques, est inapte à produire en masse suffisante des produits vivriers à bas prix.

Sur un an, le taux d'inflation est officiellement de 35%, mais est, en réalité, beaucoup plus élevé en ce qui concerne les produits vivriers. Le pouvoir d'achat des travailleurs est durement touché. Fermetures et licenciements se multiplient depuis le début de l'automne 1974. Le chômage touche 250,000 travailleurs.

La reconversion de l'appareil de production, dans la perspective d'une intégration accentuée au Marché Commun, et la fin de la guerre coloniale, exigeait une mutation profonde des formes de domination bourgeoise, de même qu'une canalisation des mobilisations ouvrières dont la dynamique anti-capitaliste, dans une telle situation, ne pouvait que se renforcer.

Or, la résistance et la contre-offensive ouvrières battirent en brèche aussi bien le coup
d'Etat présidentialiste du 28 septembre, la
loi sur le droit de grève et le lock-out, la loi
sur les occupations de maisons, que l'essai de
paralysie des travailleurs au travers de la constitution d'une vaste armée de chômeurs. Face
à cette riposte des masses laborieuses qui
rend caduques les projets de réorganisation
industrielle, le Capital utilise de plus en plus
l'arme du sabotage économique avec l'intention de se rallier de larges secteurs de la petite-bourgeoisie en faisant la preuve de l'incapacité du gouvernement à assainir la situation économique.

#### 2. LA MONTEE DES LUTTES

Dès le mois de décembre 1974, une nouvelle phase s'ouvre dans l'ascension des mobilisations ouvrières. Tout d'abord, des secteurs de plus en plus larges de la classe ouvrière font le constat de la précarité des conquêtes salariales obtenues au début de l'été. Ainsi, le 14 janvier, 300,000 travailleurs manifestaient à Lisbonne. Ils transformèrent partiellement la manifestation organisée par l'Intersyndicale et le PCP( Parti communiste portugais) afin de soutenir le MFA et la loi sur l'unité syndicale, en une vaste mobilisation contre l'exploitation capitaliste et pour l'unité des travailleurs dans la lutte, Ensuite, l'attaque à la sécurité de l'emploi, spécialement dans les petites et moyennes entreprises, déclenche des luttes de type nouveau : occupations, remises en marche, expériences de contrôle ouvrier. Enfin, face au sabotage économique et aux tentatives de réorganisation de la réaction, se multiplient des initiatives préparant la mobilisation contre la tentative de coup.

La classe ouvrière portugaise, quasi-spontanément et avec une extraordinaire rapidité, reprend, assimile et parfois enrichit les expériences de lutte les plus avancées qui se sont développées en Europe depuis 1968. Ceci est dû à la conjonction entre divers facteurs. Tout d'abord, l'acuité de la crise structurelle et conjoncturelle du capitalisme portugais limite considérablement la base objective pour le développement d'expériences réformistes et explique en grande partie le processus de radicalisation progressive qui a pris place depuis une année. Ensuite, depuis la seconde moitié des années 60, la classe ouvrière s'est renforcée socialement. Dans les régions de Porto et de Lisbonne, une nouvelle génération de travailleurs, qui n'a connu que le déclin du régime salazariste, est entrée assez mas-

sivement dans la production. Elle constitue une partie essentielle de l'avant-garde ouvrière. Enfin une politisation relative fut stimulée dans ces couches par la lutte des combattants africains et, au travers de l'immigration, des dizaines de milliers de travailleurs non seulement ont fait l'apprentissage de la lutte ouvrière, mais ont également acquis une compréhension de la nouvelle situation qui se développe en Europe depuis 1968. A cela s'adjoint, dans le cadre de la chute du régime fasciste, une réceptivité très grande aux idées farouchement combattues par la dictature. La combinaison entre l'accentuation de la crise économique et sociale, la montée des luttes et un climat permanent de débat politique crée un terrain extrêmement favorable à la maturation de la conscience anti-capitaliste, quand bien même, sur le plan de la capacité d'intervention autonome au niveau politique, les effets de 48 ans de fascisme ne sont pas effacés

Ainsi se développent, dès la mi-décembre, diverses expériences qui augurent de la mobilisation qui se déroulera le 11 mars et des mouvements qui y firent suite.

- (1) Les occupations d'entreprises se font de plus en plus nombreuses. Elles conjuguent fort souvent la lutte pour l'épuration des cadres et des administrateurs fascistes, contre le sabotage économique et pour la revendication de nationalisation. Le contrôle des stocks, le contrôle sur l'embauche et les licenciements, l'ouverture des livres de compte deviennent des armes de plus en plus utilisées par les travailleurs. Ceci n'implique évidemment pas que les travailleurs aient déjà assimilé toute la richesse ainsi que les implications sur le plan politique de l'ensemble des expériences auxquelles ils participent activement. De plus, aux occupations d'entreprises et de banques s'ajoutent les occupations de terre dans le Sud. défendues militairement par les paysans et les travailleurs agricoles.
- (2) Les travailleurs <u>outrepassent</u>
  <u>les limites légales</u> et font voler en éclats, dans
  <u>les faits</u>, la loi sur les grèves qui interdit
  l'occupation, les réunions plénières dans les
  entreprises, etc.. Au même titre, les interdictions de manifestations ne sont pas respectées. De même, les soldats s'organisent à
  la base et se réunissent en Assemblée générale
  dans des casernes.
- (3) Face <u>aux tentatives de réorganisation des fascistes</u>, une avant-garde significative de travailleurs réagit avec force : les meetings du CDS (Centre Démocratique et Social), qui regroupe de nombreux notables de l'ancien régime, sont boycottés, comme ce fut le cas le 25 janvier à Porto. Les cadres du régime salazariste dans les entreprises, la presse, la radio, sont écartés par des initiatives des commissions de travailleurs et des sections syndicales.

- (4) Le mouvement syndical se renforce et s'étend. Les batailles pour un fonctionnement démocratique des syndicats se multiplient. Parallèlement l'influence des commissions ouvrières s'accrost, spécialement dans les grandes entreprises de la région de Lisbonne. Ces organes regroupent en permanence l'avantgarde ouvrière et peuvent représenter la majeure partie des travailleurs au moment d'une mobilisation. Lors du 28 septembre, elles avaient pris les premières l'initiative de la mobilisation ouvrière. Le 7 février, plus de 30.000 travailleurs participèrent à la manifestation ultra-combative organisée par la coordination des commissions ouvrières de Lisbonne. Dans les entreprises, afin de renforcer l'organisation unitaire des travailleurs, des assemblées générales élisent des commissions de travailleurs. Lors des occupations d'infrastructures sociales (cliniques privées, hôtels transformés en crèches pour enfants ou maisons de repos pour travailleurs) des commissions de gestion sont mises en place et parfois élues. Dans certains cas elles entrent en relation avec des commissions ouvrières pour planifier l'utilisation des locaux occupés et "mis au service du peuple". Stimulées souvent par le PCP, des assemblées populaires surgissent dans les quartiers populaires. Elles débattent des problèmes sanitaires, de logements, de transports et prennent plus ou moins en charge l'organisation de ces services sociaux. Ainsi émergent à divers niveaux des organes qui peuvent fournir l'embryon de formes de dualité de pouvoir.
- (5) La jonction entre ouvriers et soldats se manifesta clairement pour la première fois le 7 février. Les soldats du RAL l rejoignent les premiers rangs de la manifestation des commissions ouvrières et reprennent les slogans lancés par les travailleurs.
- (6) Les manifestations de solidarité avec la lutte de leurs camarades espagnols se renforcent. L'opposition au Pacte Ibérique, à la participation du Portugal à l'OTAN, s'affirme plus nettement et témoigne de la progression dans la conscience de larges secteurs de la classe ouvrière de l'internationalisme prolétarien.

C'est sur cette toile de fond qu'il faut situer la riposte à la tentative de coup d'Etat. Cette mobilisation indique que les leçons du 28 septembre avaient été intégrées par des dizaines de milliers de travailleurs. Elle contient en elle-même la richesse des expériences qui ont commencé à modeler la conscience des travailleurs. Mais elle eut aussi comme effet de démultiplier leurs initiatives dans la mesure où elle se conclut par une victoire écrasante contre la réaction et confirme aux masses laborieuses leur propre force.

## 3. UNE DEFAITE POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE

Suite à l'échec du 28 septembre, la fraction dominante de la bourgeoisie portugaise misait tout d'abord sur le renforcement de son parti central, le PPD (Parti Populaire et Démocratique) pour se forger une victoire électorale. Ensuite, dans la perspective d'une détérioration des rapports de forces entre les deux classes fondamentales de la société, elle se montrait prête à accepter un processus d'institutionnalisation du MFA comme instrument servant, en dernière instance, à contrôler la situation et à rééquilibrer l'appareil d'Etat. Cette institutionnalisation, exprimant la fonction bonapartiste du MFA, devait prendre forme selon les voeux de la bourgeoisie, sous le couvert d'une victoire électorale du centre-gauche, d'une offensive des secteurs spinolistes au sein même du MFA et d'un certain contrôle du processus de décolonisation, spécialement en Angola, au travers d'une valorisation du FNLA et de l'UNITA.

Une autre fraction de la bourgeoisie ne partageait pas cette optique. Constituée par les secteurs les plus durement frappés par la chute du régime salazariste et la décolonisation, elle se préparait à une attaque frontale contre la classe ouvrière et ses conquêtes sociales, à une reprise en main du contingent et à l'élimination des éléments les plus radicalisés du MFA.

L'accélération de la montée ouvrière, la crise croissante au sein de l'armée, les quelques succès des spinolistes lors des élections dans le MFA au début du mois de mars, le manque de sens -- après 48 ans de régime corporatiste -- de l'opportunité politique et des réels rapports de forces sociaux ont certainement incité ces milieux à se lancer dans une tentative de coup d'Etat. Sa faillite révèle deux traits significatifs. Les putschistes furent incapables d'organiser effectivement une coordination entre les secteurs militaires et civil et de s'assurer effectivement un soutien direct dans les couches sociales prêtes à soutenir un tel projet. La rapidité de la riposte, son ampleur, comme la résistance ou l'opposition ouverte des soldats et marins à toutes manoeuvres golpistes des officiers, enleva à la réaction la possibilité de disposer d'une part significative de l'appareil militaire et politique pour l'accomplissement de ses plans.

Après l'essai de coup d'Etat constitutionnel de juillet 1974, après la tentative de coup d'Etat civil du 28 septembre, le 11 mars, la bourgeoisie brûla une nouvelle cartouche sans résultat, ou plutôt avec le résultat inverse de celui espéré. La perte de Spinola, qui pouvait

jouer le rôle de point de ralliement, amplifie la crise de direction politique du camp bourgeois.

Le plan économique d'urgence, approuvé par le conseil des ministres le 7 février et reflétant l'influence du PPD et du PS, est balayé. Non prévue explicitement par ce plan, la nationalisation des banques et des assurances sous la pression des mobilisations des travailleurs crée une dynamique pouvant faire éclater les limites dans lesquelles étaient envisagées d'éventuelles nationalisations par le plan d'urgence.

Au sein du MFA, les rapports de forces se sont modifiés en faveur des secteurs non spinolistes. L'institutionnalisation imposée contre un coup d'Etat, manifeste un caractère objectivement contradictoire. D'une part, elle se fait contre les secteurs putschistes et, dans ce sens, tend à favoriser des initiatives des travailleurs et des soldats pour l'épuration des cadres fascistes; d'autre part, le MFA consolide sa position comme organe de pouvoir autonome jouant dans une certaine mesure un rôle d'arbitre bonapartiste au-dessus des classes, et tendant à mettre hors jeu les instruments traditionnels de la démocratie bourgeoise (partis, parlement...). Cependant, l'échec du coup d'Etat ne représente ni une victoire définitive du secteur "progressiste" du MFA, ni la liquidation du secteur spinoliste des Forces armées. Celui-ci, bien qu'affaibli, continue à occuper non seulement une position dans le Conseil supérieur de la Révolution lui-même, mais peut récupérer les positions perdues, dans la mesure où la structure hiérarchique de l'armée est maintenue; dans ce sens, s'il est certain que l'institutionnalisation du MFA garantit la stabilité de la coalition gouvernementale de collaboration de classe, elle n'écarte pas la possibilité à terme d'un virage graduel vers un régime de droi-

Sous l'impact de la mobilisation massive des travailleurs et ayant l'espoir d'une aide financière suite à la nationalisation des banques, la petite-bourgeoisie pourrait bien ne plus offrir un support aussi stable aux formations politiques de la bourgeoisie, qui ont dû céder du terrain au PCP-MDP dans le gouvernement, ainsi que dans l'appareil écoconomique et étatique.

Sur la défensive, la bourgeoisie se vit contrainte, après le l1 mars, d'accepter les mesures de nationalisation des banques, des assurances, des transports, de l'électricité, de la sidérurgie et l'institutionnalisation du MFA, sous une forme qu'elle ne put pas discuter. Face à l'échéance électorale du 25 avril, elle se devait de retrouver une crédibilité, avec l'espoir qu'une victoire électorale lui permette d'infléchir le processus de nationalisation et de l'insérer dans un cadre compatible avec la survie du système c apitaliste.

Sous le couvert de la signature du Pacte et vu la possibilité d'utiliser la tribune électorale, les partis bourgeois -- plus spécifiquement le CDS -- purent réorganiser leur base et se préparer à la contre-offensive. Dans ce sens il serait absolument erroné de sous-estimer les résultats électoraux obtenus par le PPD et le CDS, d'autant plus si on les compare à ceux du PCP.

Néanmoins, bien qu'ayant mis l'accent après le l1 mars sur son renforcement sur le plan électoral et sur les possibilité d'opérer certains rééquilibrages au niveau gouvernemental, y compris en mettant à profit la campagne anticommuniste du PS, la bourgeoisie dans son ensemble ne va pas se limiter à concentrer ses efforts sur le seul terrain légal. La crise de direction politique de la bourgeoisie, accélérée par la montée du mouvement de masse depuis le l1 mars, va encourager le choix pour une tactique terroriste, de harcèlement, de sabotage et d'attaque contre les organisations et les militants ouvriers.

Sur le plan international, la bourgeoisie garde ouvertes les deux options de l'aide et de l'étranglement. Pour l'instant, la bourgeoisie européenne, en utilisant les divers moyens de pression et de chantage, semble avoir misé sur la carte de l'aide, comprenant que l'asphyxie économique dans l'immédiat pourrait avoir des effets radicalisants. Ceci n'empêche évidemment pas que des efforts se dirigent déjà vers la structuration et le financement de l'offensive réactionnaire aussi bien au Portugal même que dans les colonies, plus spécialement l'Angola.

## 4. L'ACCELERATION DU PROCESSUS REVOLUTIONNAIRE

La mise en échec du projet golpiste le ll mars, grâce à une mobilisation massive et rapide des masses laborieuses, débouche sur une modification des rapports de forces à deux niveaux : d'une part entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, d'autre part entre l'avant-garde révolutionnaire et les courants réformistes.

(1) Ce nouveau déplacement des rapports de forces s'exprime dans l'accroissement de la crise de l'armée, sa division, la multiplication des ruptures de discipline et du refus par le contingent de cette "nouvelle hiérarchie" dont se réclamait le MFA. La politisation au sein de l'armée a fait un grand bond en avant. Elle se trouve nourrie par la jonction qui s'est établie à plusieurs endroits entre les travailleurs les soldats le 11 mars, à tel point que des armes furent distribuées à des piquets de vigilance populaire. Elle s'est renforcée durant la campagne électorale au travers du débat politique systématique qui traversa la troupe. Ceci s'ajoutant aux problèmes de fonctionnement même de l'armée -- faiblesse de l'encasernement, débilité de l'encadrement, conditions sociales et matérielles misérables -- renforce

le processus d'auto-organisation, la participation ouverte des soldats au travail des organisations révolutionnaires, le rapprochement et les activités communes avec les travailleurs. Néanmoins, ces phénomènes se développent à un rythme fort inégal au sein des Forces armées à l'échelle nationale, ce qui peut faciliter des manoeuvres réactionnaires. A court terme, les Forces armées ne représentent donc plus une entité suffisamment homogène et contrôlée par la hiérarchie militaire pour être aisément utilisées dans un projet golpiste. Ce projet ne peut que concourir à accentuer l'instabilité générale et à prolonger la période de crise de la direction politique bourgeoise.

(2) La levée en masse des travailleurs à l'annonce de l'essai de coup d'Etat ne déboucha pas uniquement sur l'écrasement des factieux, mais sur une victoire considérable pour les masses laborieuses : la nationalisation des banques et des secteurs des transports, de l'électricité, de la sidérurgie, du ciment, du tabac et de l'alimentation, ainsi que des mesures nouvelles préparant une réforme agraire.

D'un point de vue objectif, ces nationalisations peuvent évidemment s'inscrire dans un projet consistant à soutenir ou renforcer la marge de profit de certains secteurs privés dans le cadre d'une économie capitaliste. Le secteur nationalisé fonctionne alors comme garant de la rentabilité du secteur privé, en fournissant des matières premières et des produits énergétiques à bas prix, en allouant des crédits à très bas taux d'intérêt ou en faisant de purs et simples dons, en fournissant des crédits à l'exportation, en socialisant les coûts pour le développement d'infrastructures nécessaires aux investissements privés nationaux et impérialistes.

Cependant, cette série de nationalisations est décidée au moment même où des dizaines de milliers de travailleurs, depuis le mois de décembre, revendiquent la nationalisation de leurs entreprises, occupent les locaux des banques et des assurances et menacent de prendre sous leur contrôle le secteur des transports. En outre, les ramifications du secteur bancaire dans l'ensemble de l'industrie portugaise créent des conditions objectives favorables au déclenchement d'une dynamique qui outrepasse la fonction que la majeure partie du MFA et des secteurs significatifs de la bourgeoisie assignaient initialement à la prise en main par l'Etat du système bancaire et de divers secteurs de base.

Un certain nombre de conditions doivent cependant être réunies pour assurer le développement d'un tel processus, pour assurer la destruction du pouvoir économique et de tous les postes de contrôle et de décision du capital dans la structure économique. Tout d'abord, il est impératif de nationaliser sans indemnisation tous les secteurs décisifs de l'économie : la grande industrie, la banque, les transports et le secteur énergétique, le secteur de la distribution

et le commerce extérieur. A cela doit s'ajouter l'élimination dans le secteur nationalisé de tous les administrateurs bourgeois, le refus de la "cogestion", la généralisation du contrôle ouvrier, la gestion centralisée de toute la propriété et de toutes les entreprises nationalisées par un organisme central placé sous le contrôle des organisations ouvrières et fondée sur l'application d'un plan économique d'urgence élaboré par ces dernières. Mais de telles mesures d'expropriation de la bourgeoisie ne sont pas possibles dans le cadre actuel de l'Etat bourgeois, dans un contexte où la bourgeoisie détient encore le pouvoir politique et organise la riposte sous toutes ses formes, dont le sabotage économique et la fuite des capitaux représentent l'arme préférée dans la conjoncture présente.

La crise économique que traverse actuellement le capitalisme portugais, les mesures de nationalisations qui affaiblissent la bourgeoisie, la montée du mouvement de masse, indiquent clairement que la pré-condition pour arracher son pouvoir économique à la bourgeoisie, son pouvoir de sabotage économique, réside dans la suppression de son pouvoir politique. C'est ici que toutes les initiatives de contrôle ouvrier, d'occupation des usines, de remise en marche de la production sous le contrôle des travailleurs, de coordination des commissions de locataires pour aborder les questions du logement ou des infrastructures sociales, prennent leur importance et expriment la volonté plus ou moins consciente des masses laborieuses de prendre en main le pouvoir politique et économique, de passer d'une économie capitaliste à une économie socialiste, ce qui ne peut se réaliser que par la centralisation des instruments d'auto-organisation des masses. La dynamique même du mouvement va radicalement à l'encontre des objectifs proposés et répétés à satiété par le PCP et par le MFA, se résumant à la bataille pour la production, dans un contexte où la bourgeoisie détient encore les postes de décision déterminants et le pouvoir sur le plan économique et politique.

(3) La modification des rapports de forces après le 11 mars et la radicalisation profonde qui atteignit un nouveau palier dès le mois de décembre, s'expriment aussi sur le plan électoral.

Le 11 mars, une fusion s'est opérée entre la montée ouvrière et l'émergence sur la scène politique du mouvement de masse. Ceci s'est rapidement traduit par l'exigence d'un approfondissement du processus d'épuration à tous les niveaux -- armée, industrie, presse -- et par l'apparition d'une revendication plus ou moins confuse de "gouvernement populaire" doublée de la demande d'exclusion des représentants du PPD du gouvernement. Le 11 mars a donc fonctionné comme un catalyseur de la conscience des masses laborieuses sur le plan politique.

Le sentiment de victoire et de force acquis par les travailleurs au travers de la mobilisation, de l'obtention des nationalisations et de l'accélération des épurations, comme la faiblesse extrême de toute alternative politique bourgeoise, se traduit dans <u>le vote massif pour les</u> <u>partis ouvriers</u>. Globalement, le résultat électoral ne peut qu'accroître la confiance des travailleurs dans leur propre force, accentuer les mobilisations anti-capitalistes et susciter dans la base ouvrière une volonté d'unité dans la lutte contre la bourgeoisie et ses partis.

Certes, les votes pour le Parti socialiste sont partiellement issus de la petite-bourgeoisie, sous l'impact de la campagne anti-communiste des dirigeants socialistes, et prennent le sens de votes pour une solution d'ordre et de défense de la propriété privée. Des fractions de la bourgeoisie encourageaient le vote PS.

Mais il serait tout à fait erroné de réduire le vote PS à cela. Très majoritairement, il représente la volonté primitive de larges secteurs de travailleurs de lutter contre les conditions d'exploitation et d'oppression dont ils sont victimes et pour le socialisme, ainsi qu'une défiance élémentaire face aux méthodes bureaucratiques utilisées par le courant stalinien. Il est d'ailleurs significatif que le PS obtienne le plus de suffrages précisément dans les régions où le pourcentage de salariés est le plus élevé.

En fait il est le produit d'une part de la mutation des rapports de force entre Capital et Travail et, d'autre part, du niveau de conscience encore retardé de nombreuses couches de travailleurs qui, lentement, à des rythmes divers, se radicalisent et se politisent.

Le PC obtient un résultat électoral qui ne traduit pas exactement sa capacité de mobilisation et sa force organisationnelle, Electoralement, le PC paie le prix de sa politique de collaboration de classe qui le conduisit aussi bien à trahir plus ou moins ouvertement de nombreuses luttes qu'à subordonner toutes les possibilités d'unification de la classe ouvrière dans la lutte anticapitaliste à la possibilité de jouer un rôle de pression sur l'appareil d'Etat; le fait que l'extrême-gauche et les centristes aient gagné un tiers des suffrages du PCP indique l'ampleur de ses pertes sur sa gauche. Enfin, au moment où le débat sur le modèle socialiste est une préoccupation de larges couches de travailleurs, il ne fait pas de doute que le PCP paie aussi son dû à la défense inconditionnelle du "modèle socialiste" représenté par le régime bureaucratique des Etats ouvriers dégénérés ou déformés. Quant au MDP/CDE, il est totalement marginalisé et, dès lors, apparaît de plus en plus comme une simple couverture du PCP et organe d'appui au MFA.

Enfin, les résultats obtenus par l'ensemble des organisations se revendiquant de la gauche révolutionnaire expriment les progrès d'influence et d'implantation des différents courants maoistes, centristes et marxistes-révolutionnaires et l'existence de larges couches ouvriè-

res en rupture avec la politique des organisations réformistes, tout spécialement dans des bastions ouvriers tels que Porto, Lisbonne, Sétubal, etc..

Il ne fait pas de doute que le PS va chercher à utiliser sa force électorale pour intervenir au sein du MFA et obtenir une certaine réorganisation des rapports de forces, ainsi que pour tenter de trouver un correspondant à sa force électorale sur le plan syndical et dans les entreprises. Quant au PC, tout en s'affirmant le défenseur inconditionnel du MFA, il devra faire montre de sa capacité de mobilisation afin de consolider sa position et de contrecarrer les projets du PS.

(4) Le 11 mars et le 25 avril 1975 apparaissent à première vue comme assurant le renforcement des organisations réformistes. Lors de la tentative de coup d'Etat, le PCP et l'Intersyndicale ont pris la direction du mouvement et ont réussi, dans l'immédiat, à capitaliser une grande partie de la mobilisation.

Les initiatives lancées par l'Intersyndicale, les appels à la grève générale -- en rupture avec ce qui s'est produit le 28 septembre -- ont placé l'organisation syndicale à la tête de la riposte et ne peuvent que renforcer aux yeux des travailleurs son rôle comme unique représentant de la classe ouvrière. Elle peut évidemment chercher à s'en servir pour marginaliser les instruments d'auto-organisation, limiter quelque peu les expériences se dirigeant dans ce sens et accrostre la crédibilité de sa campagne pour la "bataille de la production".

Les élections permettent par contre au PS de se faire valoir comme le principal parti ouvrier (sur le plan électoral) et dès lors de multiplier ses prétentions sur le plan du gouvernement, des municipalités, des syndicats.

Néanmoins, cette affirmation des partis ouvriers réformistes et néo-réformistes s'opère dans un contexte de montée du mouvement de masse, de radicalisation de nouvelles couches de travailleurs, de multiplication d'actions autonomes des masses dans les quartiers comme dans les entreprises, qui consolident le sentiment de force et d'indépendance des travailleurs. Ainsi sont créées les conditions pour que, d'une part, s'exacerbent les contradictions au sein même des formations réformistes et, d'autre part, pour que se renforce l'avant-garde révolutionnaire ainsi que son audience dans les couches influencées et organisées par les partis réformistes.

Ce double processus est à la base des adaptations tactiques gauches opérées par le PCP depuis la fin de 1974. L'heure n'est donc plus à l'opposition frontale du PCP aux mobilisations. Ainsi, après le 11 mars, contrairement à ce qu'ils firent au lendemain du 28 septembre, le PCP et l'Intersyndicale revendiquèrent des mesures de nationalisation et nombreuses furent les sections

syndicales à prendre des initiatives dans cette perpective. Ces adaptations que le PCP et l'Intersyndicale se doivent de faire pour récupérer, ne pas perdre ou renforcer leur position, fonctionnent cependant aussi comme des éléments accentuant les contradictions internes et modifiant les rapports avec l'avant-garde. Vu sous cet éclairage, la permanence de l'hégémonie relative des formations réformistes, facteur négatif essentiel pour le futur de la montée révolutionnaire, est sujette à de nombreuses modifications, fonction aussi bien d'un accroissement de l'activité autonome des masses que de la capacité de l'avant-garde révolutionnaire d'unifier autour de ses initiatives des couches larges de travailleurs.

Dans la phase ouverte par le 11 mars, le PCP tente donc d'isoler les luttes d'avant-garde, de freiner toutes les expériences d'auto-organisation aussi bien dans les casernes, les quartiers, qu'au sein des entreprises.

Au même titre où, au nom de la consolidation de l'étape démocratique, il s'opposait grossièrement aux grèves dans une première période, il met l'accent aujourd'hui sur la "bataille pour la production" pour assurer la "stabilisation économique et financière gravement menacée par la récession et la désorganisation provoquée par le sabotage économique". La "bataille pour la production" remplace la "bataille pour le pouvoir", comme ce fut déjà le cas au Chili. ce sens, coller au maximum au MFA représente pour le PCP l'assurance de la fixation de cette l'étape démocratique l'. Cette ligne ne peut que renforcer parmi les travailleurs les illusions sur le "rôle d'avant-garde révolutionnaire" du MFA et dévier la dynamique anti-capitaliste des luttes, vers un projet de collaboration de classe. Cependant après avoir mené une campagne électorale avec des accents triomphalistes, le PCP se doit de manifester sa capacité de mobilisation, sa force organisationnelle, son rôle de premier parti structurant les travailleurs face au premier parti ouvrier sur le plan électoral : le PS. Un certain sectarisme face à la base du PS ne fournit pas une réponse suffisante à ce problème, d'autant plus qu'il existe une réelle pression à l'unité dans ces deux partis. Dès lors, il lui sera difficile de se cantonner strictement dans la bataille pour la production. Il se devra soit de participer, soit d'accompagner les mobilisations de travailleurs et de paysans, tout en essayant de les contrôler. Le PCP n'échappera pas de sitôt à ces oscillations.

Le PSP quant à lui, se trouva écartelé durant la campagne électorale entre l'essai de capter les suffrages de la clientèle petite-bourgeoise du PPD et la nécessité de rétablir, de garder ou de consolider si possible ses liens avec la classe ouvrière. Dans cette période post-électorale, il continue d'être traversé par ce même type de contradictions. Le projet de sa direction -- bien plus que toute alliance de type centre-gauche avec le PPD -- consiste à déga-

ger au sein du MFA une aile qui, sous le vocable de "socialisme portugais", prendrait des mesures aptes à limiter au maximum la portée des nationalisations, à donner des assurances à l'impérialisme, à "rétablir l'ordre". Les pressions que subit le PSP de la part de la social-démocratie européenne vont dans le même sens et sa campagne anti-communiste s'inscrit parfaitement dans ce cadre.



Néanmoins, ce parti s'est gonflé de milliers de membres qui viennent d'émerger sur la scène politique, ne sont pas marqués par la tradition légaliste social-démocrate et sont susceptibles de se radicaliser rapidement. Ceci se répercutera immanquablement au sein du parti et augure soit de la formation de nouveaux courants gauches, soit de ruptures centristes. Les thèmes de contrôle ouvrier et d'auto-gestion mis en avant démagogiquement sur les affiches du ler mai par le PSP indiquent déjà l'existence de ce type de pression au sein du PS.

Face au grossissement très rapide des rangs du PCP et du PS, face à la faiblesse de l'encadrement politique, à la réceptivité des membres à la propagande de l'extrême-gauche dans un climat de débat politique permanent et d'exacerbation de la combativité, les révolutionnaires disposent objectivement de possibilités très grandes d'accroître leur audience au sein des travailleurs organisés ou influencés par ces partis. Cette dialectique des rapports entre réformistes, néo-réformistes et forces centristes, ainsi que la gauche révolutionnaire est telle que cette dernière possède déjà un poids suffisant pour initier des mouvements qui, effectivement, emportent l'adhésion de secteurs significatifs des masses.

Dès lors, l'application audacieuse et souple d'une tactique de <u>front unique</u> se développant à divers niveaux, depuis l'entreprise en passant par les quartiers, jusqu'à des initiatives plus importantes, est décisive pour l'avantgarde révolutionnaire aussi bien pour riposter immédiatement à toute offensive réactionnaire, à toute mise en question des droits démocratiques du mouyement ouvrier, que pour élargir



l'influence des révolutionnaires et restreindre la durée de l'emprise des réformistes sur la classe ouvrière. En prônant l'unité d'action de l'ensemble de la classe ouvrière et de tous ses courants, sans aucune exclusive, les révolutionnaires pourront mettre à profit la volonté unitaire existant parmi de larges secteurs ouvriers pour renforcer ce front anti-capitaliste.



Toute rupture de fait de cette unité d'action risque de désorienter profondément les masses laborieuses, de susciter des phénomènes de désarroi et de début de démoralisation et de provoquer ainsi une stagnation du processus révolutionnaire qui faciliterait une contre-offensive réactionnaire. C'est pourquoi tant les méthodes bureaucratiques des dirigeants du PC contre la démocratie ouvrière et leur sectarisme (obstruction des élections syndicales, affaire du "Republica", etc.) que les tentatives des dirigeants du PS de freiner le processus révolutionnaire au nom de la défense de la démocratie bourgeoise, attisent aujourd'hui la division dans les rangs du prolétariat et constituent de véritables attentats contre ses intérêts.

Contre ces diviseurs, les marxistes-révolutionnaires luttent pour le renforcement de l'unité d'action de toutes les organisations et de tous les organes représentatifs de la classe ouvrière et pour sa consolidation par la création d'un réseau de comités d'ouvriers, de soldats et de paysans, démocratiquement élus, qui peuvent à la fois garantir le respect de la démocratie la plus large et assurer la marche en avant de la révolution. La tâche la plus urgente est de passer à la création de tels organes de pouvoir démocratiques et prolétariens,

L'aspect désastreux de la politique du courant maoiste qui caractérise le PCP comme "social-fasciste" et en fait l'ennemi principal est d'autant plus mis en lumière si l'on considère la fluidité qui existe dans les rangs mêmes du PCP et du PSP et l'écho que les courants d'extrême-gauche peuvent y recevoir. Dans la mesure où le courant maoiste, plus spécialement l'UDP, dispose d'une influence significative dans l'avant-garde ouvrière large, la politique des maoistes fonctionne effectivement comme un élément de division de la classe et risque d'isoler cette avant-garde ouvrière du coeur de la classe.

#### 5. LE ROLE DU MFA

Dans un contexte marqué par une crise de direction politique ouverte de la bourgeoisie, par une réelle division au sein de l'armée, par l'influence croissante des partis ouvriers réformistes et par la continuation de l'ascension dés luttes ouvrières, le MFA, après le l1 mars, consolide sa position en centralisant l'essentiel des prérogatives législatives et exécutives.

L'affirmation du MFA, dès le 25 avril 1974 est le fruit non seulement du rôle qu'il joua dans l'organisation du coup d'Etat mais aussi de la crise de l'armée sous les coups de la défaite subie dans la guerre coloniale et de la faiblesse sur le plan politique des deux classes fondamentales de la société. D'autre part, la bourgeoisie, après un demi-siècle de régime corporatiste, ne disposait pas d'instruments politiques aptes à fonctionner efficacement dans le cadre d'une démocratie bourgeoise face à une montée progressive du mouvement de masse. D'autre part, le manque d'expérience politique des travailleurs après 48 ans de dictature ne permettait pas à la classe ouvrière d'exprimer immé diatement ses propres solutions. C'est la convergence de cette double faiblesse politique qui créa les possibilités pour le MFA d'occuper cette place centrale, spécialement après l'échec de deux tentatives hâtives de coup d'Etat présidentialiste en juillet et septembre 1974 et suite à la débâcle du 11 mars.

Le MFA représente en réalité deux phénomènes différents : d'une part une partie intégrante de l'appareil d'Etat (Président de la République, Conseil de la Révolution, Etat-Major de l'armée, etc.), d'autre part, un mouvement composé d'une partie du corps des officiers, ayant des assises parmi les sous-officiers et les soldats et traversé par tous les courants sociaux et politiques d'un Portugal entraîné dans un processus révolutionnaire. En tant que partie intégrante de l'appareil d'Etat, il assure le maintien des rapports de production capitalistes, surtout à un moment où, dans le cadre d'une profonde crise de direction politique de la bourgeoisie, la montée du mouvement de masse met en danger la survivance même du système de domination capitaliste. En tant que mouvement, sa composition sociale majoritairement petitebourgeoise implique qu'il est loin d'être homogène sur le plan idéologique. Il a connu de même une modification dans sa composition, une radicalisation de certains de ses secteurs et, en même temps, une polarisation croissante entre ses diverses composantes. A côté de courants spinolistes, qui ne sont pas sur le devant de la scène dans la phase actuelle, il existe divers courants plus ou moins influencés par les idéologies réformistes du mouvement ouvrier, mais qui ne possèdent aucun lien organique avec ce dernier. La plupart d'entre eux manifestent une profonde défiance face au mouvement de masse, défiance qui est le propre de cette élite militaire entretenant des rapports paternalistes avec les masses. Ceux-ci mettent l'accent sur le strict contrôle de l'activité des masses, sur la tâche d'arbitre que doit jouer le MFA, révélant par là leur volonté de perpétuer son rôle bonapartiste.

Cette fonction bonapartiste s'exprime d'ailleurs concrètement aussi bien dans son institutionnalisation que dans le Pacte qu'il a passé entre les partis bourgeois et ouvriers réformistes, Pacte ayant pour fonction objective de voiler les contradictions exacerbées qui se manifestent tous les jours plus fortement entre Capital et Travail, entre exploiteurs et exploités.

Néanmoins, cette fonction objectivement bonapartiste peut difficilement trouver une stabilité dans la mesure où, précisément, les mobilisations de masse d'une part stimulent les différenciations au sein du MFA et suscitent des réalignements entre les diverses tendances et, d'autre part, nécessitent des ajustements permanents afin de contrôler plus ou moins le mouvement de masse. Confronté à la fois à une crise au sein de l'armée, à l'accélération de la radicalisation de la classe ouvrière et à une crise économique de plus en plus profonde, le MFA pourra difficilement sauvegarder son cadre unitaire plus fragile, d'autant plus que les options à prendre rendront de plus en plus aléatoire le jeu de balance et de concessions à droite et à gauche.

Dans le cas d'une convergence entre, d'une part, une offensive bourgeoise prenant la double forme d'une campagne de sabotage économique du capital internatioanl et d'une réorganisation au sein de l'armée du courant réactionnaire et, d'autre part, une nouvelle vague de luttes, une rupture dans le MFA n'est pas à exclure. Dans ce contexte, la généralisation des formes d'auto-organisation et d'auto-défense, la confrontation du mouvement ouvrier avec la bourgeoisie pourront précipiter une nouvelle situation caractérisée par l'émergence d'organes de dualité de pouvoir, dans les usines, les campagnes et les casernes, et l'apparition des premières expériences de coordination de ces différents organes. Face à cette polarisation, il n'est pas exclu que des éléments du MFA, influencés par les courants réformistes et même par des organisations d'extrême-gauche, puissent passer dans le camp de la classe ouvrière dans les moments décisifs.

Mais, contrairement aux centristes, les marxistes-révolutionnaires n'attendront pas le
moment où cette possible division affaiblira
l'appareil de l'armée bourgeoise ni le début
de la mobilisation qui conduira à l'insurrection armée, mais essaieront de créer dès maintenant toutes les conditions pour que cette scission accompagne le développement des luttes
des masses travailleuses : elle sera fortement
stimulée par la généralisation d'un système de
dualité de pouvoir qui permette de gagner dans
le camp de la révolution l'immense majorité
de la classe ouvrière et prépare l'affrontement final.

Dès maintenant, la transformation de la lutte pour la généralisation et la centralisation des instruments d'auto-organisation (démission des officiers, élection de comités de contrôle des sorties) et la liaison de la lutte organisée des soldats et des marins avec le mouvement ouvrier permettront de préparer le terrain de la confrontation.

Par contre, dans le cas où le capital international n'étrangle pas l'économie portugaise, où la crise sociale et économique se perpétue mais sans modification profonde des rapports de force globaux entre les classes, où l'hégémonie réformiste se maintient vu le retard dans l'émergence d'un pôle révolutionnaire et où le mouvement de masse recule en fonction de divisions au sein de la classe ouvrière et de l'absence d'objectifs précis à atteindre pour faire avancer la révolution, existe la possibilité d'une stabilisation relative de la fonction bonapartiste du MFA, et d'une contre-offensive des courants se revendiquant plus ou moins ouvertement du spinolisme. Elle ne pourra que s'exprimer au travers de mesures de reprise en main de l'armée, de limitations imposées à l'activité du mouvement de masse, de répression contre les organisations révolutionnaires, de renforcement de la hiérarchie, de suppression d es organes propres des soldats. Ce qui n'implique évidemment pas que la période d'instabilité qui est la résultante de la victoire du 11 mars prenne fin, mais que le processus de montée va connaître un certain répit, avant de nouvelles confrontations.

La perspective pas trop lointaine d'une chute

du régime franquiste introduit dans cet ensemble un facteur qui sera décisif pour l'avenir de la révolution portugaise. Un changement radical de la situation politique en Espagne peut soit relancer le mouvement de masse au Portugal, dans le cas où il manifesterait une certaine pause, soit se combiner avec l'actuelle montée des luttes et créer une situation explosive dans toute la péninsule ibérique, dont les répercussions fantastiques se manifesteraient rapidement à l'échelle de l'Europe toute entièree.

#### 6. LES TACHES DES MARXISTES-REVOLUTIONNAIRES

(1) La fusion entre la mobilisation du 11 mars et l'ascension des luttes depuis décembre a accéléré la diffusion d'expériences d'auto-organisation à tous les niveaux, d'auto-défense et de contrôle ouvrier ainsi que l'élévation de la conscience de classe anti-capitaliste.

Néanmoins, ces expériences restent fragmentées et empêchent, dès lors, de canaliser dans un effort unique le potentiel de combativité qui s'est manifesté depuis le 11 mars. Afin de sauvegarder les acquis de la riposte victorieuse face à la réaction capitaliste, pour user à fond de l'avantage que possède la classe ouvrière dans la situation actuelle, pour mettre en déroute toute nouvelle contre-offensive antiouvrière, il est essentiel, au travers d'une tactique souple de front unique, de regrouper autour des initiatives de l'avant-garde prolétarienne les couches les plus larges de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre et des soldats, ainsi que de renforcer les organes autonomes de combat dont se sont dotées les masses laborieuses au cours des mobilisations successives. Pour ce faire il est primordial pour les marxistes-révolutionnaires d'utiliser toutes les opportunités pour coordonner, centraliser, unifier l'ensemble de ces instruments de lutte des travailleurs et soldats : commission ouvrière, commission d'immeuble et de quartier, comité de soldats et marins, comité de vigilance anti-fasciste, ligue de paysans pauvres, etc.. La centralisation démocratique à l'échelle nationale de tous ces organes dans une structure permettant la jonction avec l'ensemble des organisations, syndicats et partis ouvriers, serait susceptible de stimuler l'émergence et la généralisation d'organes de dualité de pouvoir.

Ainsi serait créé un état de fait limitant ou empêchant une récupération de la montée ouvrière et créant les meilleures conditions pour l'élévation rapide de la conscience de classe au travers des affrontements globaux avec le pouvoir et pour la construction du parti révolutionnaire.

C'est dans cette perspective que nos camarades de la Ligue Communiste Internationaliste, tout au long de la campagne électorale, lors des vastes manifestations du ler mai, comme dans leur propagande quotidienne, ont mis en avant le mot d'ordre d' <u>Assemblée nationale des tra</u>vailleurs.

- (2) Dans la phase actuelle, en rupture avec la plupart des courants politiques, la LCI a mis systématiquement l'accent :
- sur l'importance vitale du FRONT UNIQUE sans exclusive de la classe ouvrière pour la défense de ses conquêtes sociales et économiques, de ses droits démocratiques et pour l'offensive contre le Capital;
- sur la nécessité d'une mobilisation permanente des travailleurs qui permette d'imposer leurs revendications, d'expulser tous les ministres bourgeois du gouvernement et de former un GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN, c'est-à-dire des organisations ouwrières et des représentants des travailleurs agricoles et des paysans pauvres : un gouvernement PS, PC, Intersyndicale et d'autres organismes représentant des secteurs de la classe ouvrière et des travailleurs agricoles. Pour que progresse de façon décisive le processus révolutionnaire, un tel gouvernement devrait s'appuyer sur un système de conseils ouvriers, de paysans et de soldats.
- (3) Afin d'écarter définitivement la réaction capitaliste et d'approfondir la montée ouvrière et l'activité autonome des masses, les marxistes-révolutionnaires mèneront des campagnes politiques autour des axes suivants :

-pour la nationalisation sans indemnisation et sous contrôle ouvrier des principales industries, des secteurs de la distribution et pour le monopole étatique du commerce extérieur;

- pour la généralisation du contrôle ouvrier dans tous les secteurs déjà nationalisés ce qui implique, entre autres, le droit de révoquer les administrateurs nommés par l'Etat, le droit de réunion et d'assemblée générale sur les lieux de travail et durant le temps de travail, le droit de veto sur les licenciements et l'embauche, etc.;
- pour la gestion centralisée de toute la propriété et de toutes les entreprises nationalisées par un organisme central placé sous le contrôle des organisations ouvrières et fondée sur l'application d'un plan économique d'urgence élaboré par ces dernières;
- pour l'expropriation des grandes propriétés foncières, sous contrôle des travailleurs et pour une réforme agraire radicale;
- pour le renforcement du mouvement anti-militariste, la généralisation et la coordination des comités élus de soldats, de marins et d'aviateurs, afin, d'une part, d'assurer la totale épuration des officiers réactionnaires, d'élire les commandants dans les assemblées générales, de contrôler la fonction de toutes les opérations militaires, de prendre en charge la défense des intérêts matériels et des droits des soldats et, d'autre part, d'assurer la jonction systématique avec les travailleurs organisés dans les quartiers, avec les organisations ou-

vrières et les syndicats, pour préparer la riposte la plus rapide et décidée, aussi bien à des provocations fascistes qu'à une nouvelle tentative de coup d'Etat;

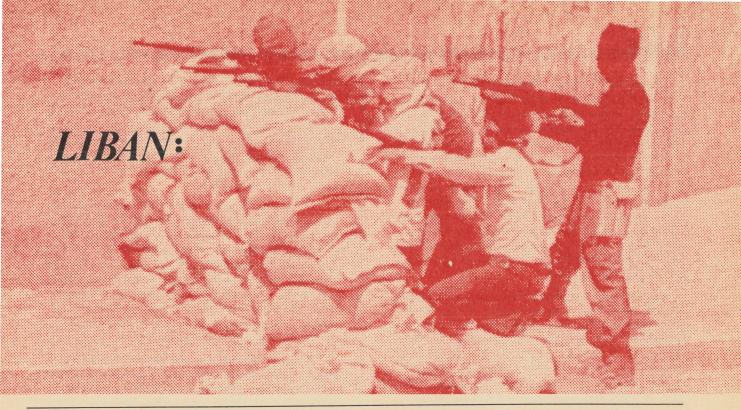
- pour une centrale syndicale unique, le respect du droit de tendance, avec l'élection démocratique de délégués et responsables à tous les niveaux et totalement indépendante de l'Etat;
- pour la suppression de toutes les lois tendant à limiter l'action syndicale des travailleurs dans les entreprises, les occupations de logements vides et contre toutes les mesures restreignant l'activité des organisations révolutionnaires;
- pour la généralisation des piquets armés d'auto-défense, l'armement des syndicats et des commissions ouvrières;
- pour la sortie du Portugal de l'Alliance atlantique et la rupture du Pacte ibérique;
- pour la solidarité active des travailleurs portugais avec leurs camarades d'Espagne dans leur lutte pour abattre la dictature franquiste.

Pour faire face à ces tâches, les camarades de la LCI se devront :

- d'assurer une implantation encore plus large de leur organisation au sein de la classe ouvrière:
- d'élargir l'influence des marxistesrévolutionnaires dans tous les secteurs qui aujourd'hui se mobilisent et de leur donner une perspective de lutte pour le socialisme;
- de consolider l'organisation de centaines d'adhérents afin de faire de la LCI une réelle force de frappe politique apte à contester l'hégémonie réformiste sur le terrain concret de la lutte des classes.

Face à la montée ouvrière au Portugal, la campagne anti-communiste à l'échelle internationale s'accentue et les menaces impérialistes se multiplient. Il ne fait pas de doute qu'au moment d'une accentuation de la poussée révolutionnaire, d'autant plus si elle coincide avec la chute de la dictature franquiste, les menaces impérialistes se feront plus pressantes. La bourgeoisie européenne et américaine n'est pas prête à rester les bras ballants au moment où la révolution éclatera dans la péninsule ibérique.

Dès maintenant, les marxistes-révolutionnaires, la IVème Internationale, sauront prendre toutes les initiatives de solidarité politique avec la lutte des travailleurs portugais, afin de préparer les couches les plus larges de la classe ouvrière et de la jeunesse à empêcher demain une intervention contre-révolutionnaire. La montée des luttes depuis 1968 en Europe, le renforcement de l'avant-garde révolutionnaire, l'audience qu'a déjà acquis dans la classe ouvrière européenne le combat des masses laborieuses portugaises, représentent les meilleurs garants de la mobilisation de la classe ouvrière européenne contre la réaction capitaliste internationale.



## LA CHUTE DU GOUVERNEMENT MILITAIRE

S. JABER

Les libanais peuvent être fiers à juste titre: le gouvernement militaire annoncé le soir du 23 mai à Beyrouth aura duré moins de trois jours, figurant ainsi parmi les gouvernements militaires les plus éphémères de l'histoire. Ce gouvernement n'a pas démissionné de son gré: il a été acculé à le faire; il a été renversé par une extraordinaire insurrection armée, par la mobilisation et la détermination de larges masses pour lesquelles l'armement a depuis longtemps dépassé le stade du "désir". En ce sens, l'expérience libanaise, après celle du Portugal (différente en ce que l'alternative y opposait deux types de militaires), confirme une fois de plus ce que les révolutionnaires ont toujours affirmé quant aux méthodes adéquates de lutte contre les coups d'état réactionnaires. Ce sont ces leçons que nous essayerons de souliger dans cet article fondé sur une résolution politique du Comité Central du Groupe Communiste Révolutionnaire, groupe de la IVe Internationale au Liban.

Pour comprendre les événements du Liban, il faut les situer dans l'évolution récente de l'Etat libanais...

Fin 1970, Frangieh, candidat de l'opposition bourgeoise au régime bonapartiste de Chéhab (en place depuis 1958), s'empare de la présidence de la république. La conjoncture est bonne pour les bourgeois et leurs maîtres impérialistes: septembre noir en Jordanie, chute de la gauche baassiste à Damas, mort de Nasser... La vague antiimpérialiste est en plein reflux. Fran – gieh juge l'occasion bonne pour essayer une formule de gouvernement "réformateur" et technocrate, destiné à freiner les luttes sociales; c'est l'échec: les luttes sociales, ouvrières et étudiantes, s'amplifient constamment, alimentées par une crise socio-économique grandissante caractérisée par un taux élevé d'inflation.

Après la carotte, c'est donc le bâton: le pouvoir passe à l'offensive. Du printemps 1972 à celui de 1973, le gouvernement Salam se charge de réprimer de la facon la plus brutale les luttes sociales en cours: plu sieurs centaines d'instituteurs en grève sont licenciés, deux ouvriers des usines Ghandour en grève tombent sous les balles de la police, deux paysans participant à une manifestation paysanne au Sud du Liban sont également abattus. A chaque fois, la colère populaire gronde mais est vite dégonflée par les manoeuvres des réformistes bourgeois et staliniens. Le moral bourgeois est au beau fixe; une atmosphère de peur s'installe dans le pays.

10 avril 1973, c'est le raid-pirate israélien à Beyrouth tuant trois dirigeants de la Résistance. Les masses sont offusquées par l'inaction de l'Etat: elles déferleront pour les obséques des trois victimes, 250.000 personnes sont dans la rue, criant leur refus d'un Etat meurtrier face aux travailleurs et absent face à Israel; 250.000 personnes encadrées par les militants armés de la Résistance palestinienne. Changement radical de climat: on respire à nouveau l'air libre de 1969 - 1970, quand la Résistance était à son apogée. L'Etat bourgeois sentait tous ses efforts ruinés: il ne tarda pas à réagir.

En mai 1973, l'armée libanaise lance une offensive contre la Résistance palestinienne. La raison en est claire: il faut empêcher que la jonction entre la montée des luttes sociales et la Résistance palestinienne se renouvelle; il faut empêcher cette dernière de reprendre du poil de la bête. L'impérialisme américain ne peut qu'approuver... L'armée échoue: elle arrête son offensive sans avoir réussi à créer un rapport de forces qui lui soit favorable. Elle risquait pire; les masses musulmanes — dont l'anti-impérialisme est renforcé par leur opposition confessionnelle aux chrétiens pro-occidentaux — menaçaient de venir à l'aide de la Résistance. Le pouvoir bourgeois dut se rendre à la raison.

Dorénavant, il s'appuyera sur la fraction réformiste de la bourgeoisie libanaise représentée par Joun blatt, leader de la communauté druze ainsi que du groupement des organisations progressistes où le PC libanais figure en bonne place, dans la plus pure tradition stalinienne de suivisme à l'égard de la bour geoisie "nationale". Les ministres du parti de Jounblatt membres des gouvernements Solh exprimeront, pendant la période, l'équilibre des forces entre bourgeoisie et masses populaires. Mais, en même temps, l'armée bourgeoise s'efforce de redorer son blason: elle se renforce, et se lance dans une série de cam pagnes de chasse aux hors-la-loi dans divers maquis, qui culmine avec le ratissage des vieux souks de ville de Tripoli, au Nord du Liban, ancien bastion nassérien toujours à la pointe des luttes anti-impérialistes. Tant qu'il s'agit de "malfaiteurs", la gauche réformiste n'y voit que du feu; elle applaudit même les défenseurs de "l'ordre". En fait, l'armée, en se créant une nouvelle image, crée les conditions de son intervention dans l'arène des luttes sociales et politiques. Le pas sera bientôt franchi.

Début mars de cette année, l'armée réprime une manifestation à Saida, au Sud du Liban, en appui aux pêcheurs luttant contre la création d'un monopole capitaliste de la pêche: des victimes parmi lesquelles un ex-député nassérien. La ville s'insurge: barricades, comités populaires, militants libanais et palestiniens en armes, organisation de la défense de la ville. Une entremise des réformistes - ministres jounblattistes et représentants staliniens - échoue lamentablement. De nouveaux affrontements entre la population et l'armée déclenchent un mouvement de solidarité à Beyrouth et Tripoli: manifestations avec banderoles rouges et encadrement par des militants libanais et palestiniens armés. L'Etat doit reculer; le pouvoir bourgeois a été bafoué; les réformistes n'y ont rien pu: ils ont du suivre la vague, de peur de s'en couper.

Le moral bourgeois est cette fois très bas: c'est l'effroi... L'extrême-droite bourgeoise, représentée par le parti des Phalanges, agent de l'impérialisme a-méricain, armé par celui-ci jusqu'aux dents, et dont les membres sont presque exclusivement chrétiens (ma-ronites), avait déjà déclenché depuis le début de l'an-née une violente campagne de propagande contre la Résistance palestinienne. Face à l'insurrection de Saida, il organisera une grosse manifestation d'appui

à l'armée, dans les quartiers chrétiens de Beyrouth qui ne servit en fait qu'à accentuer la polarisation confessionnelle par rapport à l'armée, noyant — il est vrai — le contenu de classe des luttes en cours mais alimentant en même temps l'opposition en bloc des musulmans à l'armée (dont le chef est traditionnellement maronite). Continuant sur sa lancée, le parti des Phalanges poussera au conflit.

Le 13 avril, 27 palestiniens sont froidement abattus par la milice phalangiste, provocation délibérée visant à déclencher un affrontement nécessitant l'intervention de l'armée et la proclamation de l'état d'urgence (voir Rouge du 25 avril). En fait, les Phalanges souhaitent l'instauration d'un gouvernement militaire, seul capable d'assurer l'ordre bourgeois et d'imposer les conditions impérialistes à la Résistance palestinienne, à quelques mois de la reprise de la Conférence de Genève sur le Proche-orient.

La riposte des combattants palestiniens sera vio lente: tous les locaux phalangistes sont attaqués à la mitraillette et à la roquette, les usines et magasins appartenant à des Phalangistes sont dynamitées. C'est une véritable guerre au cours de laquelle les Phalanges déployeront leur armée.

Parallèlement, la gauche réformiste met en garde contre l'intervention de l'armée réclamée par les Phalangistes. Le chef du gouvernement, réformiste bourgeois lui-même, refuse de proclamer l'état d'urgence. Dans ces conditions, un coup de force de l'armée serait perçu, non pas comme un acte d'arbitrage, mais comme un acte d'appui à l'extrême-droite chrétienne; la majorité musulmane de la population libanaise s'y opposera. (Il faut mentionner le fait que le chef du gouvernement est traditionnellement musulman)...Les Phalanges ont perdu la première manche; l'Etat fort a été mis en échec.

Ils prépareront la seconde manche: d'abord, provoquer la démission du gouvernement Solh. Les ministres phalangistes se retirent suivis par leurs alliés et les représentants des autres fractions bourgeoises. Le chef du gouvernement se voit obligé de démissionner, le 15 mai, non sans avoir dénoncé publiquement le complot phalangiste. Le 21 mai, les phalangistes déclenchent à nouveau la bataille, qui s'était calmée après la première manche; ils frappent de toutes leurs forces pour porter la tension à son comble. Ils croient avoir créé les conditions suffisantes pour la réalisation de leur plan; le président de la république marche avec eux.

Le 23 mai, au soir, le nouveau gouvernement est proclamé: sept généraux et un seul civil (banquier, comme par hasard!). Le dosage est savant: on a choisi quelques généraux susceptibles de plaire à la population musulmane. Ça ne marchera pas!

Bien loin d'effrayer les gens, le gouvernement militaire provoque l'insurrection générale de toutes les régions musulmanes du Liban, fusionnant avec la Résistance palestinienne déjà sur le terrain. Partout des barricades se dressent, des sacs de sable sont disposés, des barrages armés se forment, des postes avancés affrontent les phalangistes auxquels se sont joins tous les réactionnaires des quartiers chrétiens de Beyrouth. Le gouvernement des militaires est sommé de démission – ner par une assemblée générale des chefs religieux, notables et bourgeois musulmans: ceux-ci, en fait, ne font que repéter ce qu'affirment tout haut les masses insurgés. La bourgeoisie musulmane, effrayée par la perspective d'un affrontement entre l'armée et une population bien plus nombreuse, évidemment, mais aussi parfaitement armée, ne peut que reprendre à son compte l'opposition des masses au gouvernement militaire. La force de dissuasion est très grande: l'armée ne peut risquer l'aventure. Elle est elle-même menacée de division confessionnelle.

Le 26 mai, à quatorze heures, le gouvernement militaire présente sa démision. Le complot phalangis - te a échoué; l'ordre bourgeois est plus que secoué; l'impérialisme américain reçoit une nouvelle gifle a-près les coups que lui ont assénés les peuples d'Indochine. Douze ans après l'Irak, dix ans après l'Indo-nésie, huit ans après la Grèce, deux ans après le Chili, il est prouvé une nouvelle fois — par une démonstration positive après tant de preuves négatives — qu'un coup d'état réactionnaire ne peut être déjoué et vaincu que par la détermination des masses à l'af-

fronter par les armes. Le Portugal a déjà montré la voie.

Mais au Liban, l'armement des masses est une donnée constante de la politique. L'insurrection était spontanée quant au fond; c'est pourquoi d'ailleurs elle était, dans une large mesure, confessionnelle. C'est ici qu'apparaît tout l'opportunisme des staliniens: ils ont suivi la vague, ont participé à la mobilisation, pris les armes et combattu les phalangistes. Mais leur a été politique également: ils ont participé à des assemblées groupant des notables musulmans, se sont fondus dans la vague confessionnelle, sans se distinguer une seule fois par une voix de classe. Ils se sont totalement intégrés à la chorale confessionnelle au lieu d'exprimer la véritable nature des conflits en cours, leur nature anti-bourgeoise musulmane de récupérer le mouvement: bien plus, ils ont proclamé leur appui au nouveau chef de gouvernement, Kara mé, capitaliste notoire! Pour eux, la lutte contre l'extrême-droite bourgeoise se fait en alliance avec la bourgeoisie modérée et réformiste. Pour nous, cette lutte n'est qu'un tremplin de la lutte contre la bour. geoisie dans son ensemble!

ler juin 1975

#### L'INTERVENTION DU GCR

Le Groupe Communiste Révolutionnaire du Liban, affilié à la IVè Internationale, est activement intervenu dans les récents évenements à Beyrouth.

\* Sur le terrain militaire, nos camarades du GCR faisaient partie de la mobilisation armée générale dans les quartiers populaires. Ils ont participé aux barricades et aux patrouilles armées. Dans certains quartiers, ils étaient membres des comités de coordination politico-militaire regroupant les organisations de la Résistance, les staliniens et les organisations nationalistes.

\* Sur le terrain politique, nos camarades ont distribué le 24 mai plusieurs milliers de tracts appelant au renversement du gouvernement militaire. Ils ont produit un numéro spécial de leur bimensuel Mal-amal (Que faire?) — ordinairement de huit pages — sur la chute du gouvernement des généraux, dont plusieurs centaines d'exemplaires ont été vendus dans les quartiers populaires.

## éditorial Suite de la page 32

du peuple" a recours à de vieilles méthodes: les luttes de l'avant-garde argentine ne sont pas, selon lui, enracinées dans les conditions objectives, les contradictions sociales du pays, mais seraient le produit d'un complot international, ourdi contre l'Argentine depuis l'étranger. C'est ainsi que sont à la fois justifiés et exploités les assassinats ou arrestations de nombreux militants latino-américains, chiliens, uruguayens, bresiliens, réfugiés en Argentine.

C'est ainsi que, récemment, à partir de l'arrestation de 14 militants marxistes-révolutionnaires, dont deux ont été froidement abattus pour "tentative de fuite", la police a annoncé qu'elle avait démantelé "l'instrument du complot terroriste preparé contre l'Argentine par la synarchie internationale de la IVè Internationale". Le grotesque de telles accusations n'effraie évidemment pas ces spécialistes de la torture pour justifier leur action...

La dénonciation de la répression sauvage menée par le gouvernement argentin, la solidarité militante avec les travailleurs, l'avant-garde, toutes les victimes de cette politique, doit être une tâche prioritaire aujourd'hui.

Il ne faut pas laisser se créer en Argentine les con aditions d'un nouveau Chili!

- Liberté pour tous les prisonniers politiques!
- Levée de l'état de siège et abrogation de la "loi de sécurité"!
- Solidarité avec les mobilisations des travailleurs argentins!
- Solidarité avec toutes les victimes de la terreur et de la répression menées par l'armée, la police et les bandes parallèles au service de Lopez Rega et de Isabel Peron!

## editorial

# ARGENTINE: SOLIDARITE AVEC LES VICTIMES DE LA REPRESSION!

Un an après la mort de Juan Peron, l'Argentine traverse une crise généralisée, économique, politique, sociale.

La récession économique mondiale s'est traduite ces derniers mois en Argentine par une chute des exportations agricoles et industrielles et un accroissement des coûts des importations. Les plans d'investissements massifs, de déve loppement industriel accéléré, les espoirs placés dans les investissements européens et japonais, dans l'aide des états ouvriers bureaucratisés, ne se sont pas concrétisées.

L'inflation qui devait être contrôlée a repris un rythme galopant pour atteindre 10,4% par mois le mois dernier.

L'échec des projets économiques du régime pero - niste est complet.

La politique dite du "Pacte Social" qui, grâce à un rôle et à un poids accru donné à la bureaucratie syndicale peroniste et à quelques concessions limitées, devait freiner la combativité ouvrière et contenir les augmentations de salaires a, elle aussi, échoué.

Les réajustements successifs des salaires ont suivi de très loin le rythme de l'inflation. Grèves prolongées, mobilisations partielles des travailleurs se sont multipliées ces derniers mois, comme à Villa Constitucion, pour la défense de leur pouvoir d'achat, pour la défense des libertés démocratiques et syndicales aussi, remettant en cause ce "Pacte Social" perçu maintenant par tous comme une arme de la bourgeoisie contre les travailleurs.

Une fois de plus, le mouvement ouvrier argentin, notamment ses secteurs les plus avancés et les plus combatifs, a montré sa force face aux manoeuvres et aux attaques du pouvoir bourgeois.

Mais le poids d'une puissante bureaucratie syndicale totalement inféodée à une direction politique bourgeoise — le Peronisme —, l'absence d'expression politique des secteurs ouvriers les plus combatifs qui, dans la pratique, ont rompu avec cette bureaucratie, continuent de limiter les capacités offensives du prolétariat.

Les mobilisations actuelles, avant tout défensives, si elles ont été capables de mettre en échec les projets gouvernementaux sont sans débouchés politiques, et ne mettent donc pas en péril le pouvoir, du moins dans l'immédiat.

La force et la combativité du prolétariat argentin, qui n'a pas connu de défaite majeure comme le prolétariat brésilien en 1964, ou chilien, n'en continuent pas moins — comme ce fut le cas sous la dictature militaire — à être le principal obstacle à une stabilisation économique, politique, sociale du régime d'exploitation de la bourgeoisie argentine et de l'impérialisme.

Cette stabilisation, comme l'a montré l'échec de la dictature militaire, comme le prouve à nouveau l'échec du pacte social passerait par une mise au pas de la classe ouvrière, par une défaite profonde infligée à celle-ci.

Mais le régime d'Isabel Peron est aujourd'hui trop faible et surtout trop divisé pour s'engager ouvertement dans une telle voie. Sans stratégie d'ensemble, il mène une politique au jour le jour visant à préserver une légalité institutionelle, qu'une avalanche de lois d'exception ont vidé de tout contenu, et derrière laquelle il multiplie les formes de répression sélective les plus sauvages.

Militants révolutionnaires, dirigeants ouvriers combatifs en rupture avec la bureaucratie syndicale, militants peronistes devenus opposants, journalistes ou artistes simplement considérés trop libéraux en sont aujourd'hui les victimes.

C'est par centaines que depuis un an se comptent les victimes de l'AAA (Alliance Anticommuniste Argentine), retrouvées toutes le corps criblé de balles ou carbonisé. C'est un puissant appareil policier parallèle, jouissant d'une totale complicité du pouvoir comme l'ont prouvé les assassinats de Silvio Frondizi ou du député Ortega Pena, enlevés ou abattus en plein centre de Buenos Aires.

C'est par milliers que se comptent les prisonniers politiques "mis à la disposition du pouvoir exécutif" qui attendent un hypothétique procès.

L'objectif de cette politique de terreur et de répression, dont l'ampleur et la brutalité dépassent largement
celle menée par la dictature militaire de Lanusse, est
clair: écraser l'avant-garde argentine, éliminer les
militants les plus conscients et les plus combatifs du
mouvement ouvrier dont l'action, comme on a pu le
voir dans de nombreux conflits récents, met en ques tion le pouvoir et l'influence sur les travailleurs de la
bureaucratie syndicale, pilier avec les Forces Armées of
du gouvernement peroniste.

Pour justifier une telle politique, de telles méthodes, le gouvernement argentin, qui dans la propagande officielle continue à se vouloir le "gouvernement